





bruit court qu'on serait décidé, même en haut lieu républicain, à ne permettre les banquets, fussent-ils privés, que dans les localités qui ne sont pas soumises à l'état de siège. Dans tous les cas, la chose sera décidée d'ici à demain immédiatement.

Cette interdiction va faire jeter des cris de joie aux journaux monarchiques et réactionnaires. On ne voit pas en quel cette prohibition avancera leur cause et nuira à la république; elle donnera au parti républicain une fois de plus l'occasion de prouver sa modération, en se soumettant sans murmures aux ordres du gouvernement. Ce parti qui n'empêche plus facilement les banquets que la république. Ce sera seulement une nouvelle preuve de faiblesse à la charge du gouvernement et une aggravation d'impopularité pour la mesure du maintien de l'état de siège et pour ceux qui persistent à en faire un usage aussi abusivement arbitraire.

Au reste, les mesures prises par les préfets dans les départements sont tout à fait l'uniformité de celle-ci. Plusieurs maires viennent d'être suspendus. M. Buel, maire de Rennes-le-Bains (Aude), est frappé entre autres pour avoir laissé chanter la *Marseillaise* au moment de la guerre, tout cela est dû pour le mieux.

En revanche, M. Desbouth, adjoint au maire de Montluçon, lui, était en avance. Il est suspendu pour avoir illuminé sa fenêtre le 4 septembre. N'est-ce pas, pour illuminer, l'anniversaire du 2 décembre. Le préfet représentant la république dans le département n'y aurait vu, sans doute, aucun inconvénient. Le complet de martyrologie des maires républicains ou mentionnant la suspension du maire de Montluçon (Vaucluse). En ce qui concerne M. Desbouth, il est récidiviste; on l'avait déjà suspendu pour s'être permis de siffler *Rabagas* à Montluçon.

Dans tout ce qui n'émane pas du gouvernement, les manifestations républicaines continuent. Le général Chazy a prononcé un discours très-républicain à Vouziers. Adressés très-républicains, également, de conseillers généraux lors session d'Eu et de Loir-et-Cher. Cette dernière Adresse, signée cependant de trois républicains très-modérés, MM. Borian, Ducoux et Tassin, demande la dissolution. M. Barthélemy Saint-Hilaire a répondu en termes reconnaissants à une Adresse des conseillers généraux d'Indre-et-Loire.

L'affaire de la vice-présidence est toujours à l'ordre du jour des préoccupations. On dit que M. Grévy, qui est positivement l'homme désigné dans la pensée de M. Thiers pour cette situation, ne l'accepterait qu'au cas où, constitutionnellement, la vice-présidence de la république et la présidence de l'Assemblée seraient inséparables dans la même personne. Le président de l'Assemblée étant réélu tous les trois mois, on serait certain que son président et le président éventuel de la république, au cas de décès du titulaire, serait toujours en rapport d'idées avec l'Assemblée nationale.

On a parlé, vous le savez, de la candidature de M. Casimir Périer à la vice-présidence de la république et, éventuellement, à la présidence de l'Assemblée; je n'y crois point. D'ailleurs, comme M. Grévy est décidé à ne pas quitter son fauteuil, le député républicain du centre droit aurait encore moins de chances de ce dernier côté que de l'autre.

La mort du roi de Suède a fait ici une impression assez pénétrante, attendu qu'il le disait très-sympathique à la France. Ces regrets ont été augmentés par la conviction acquise à tort ou à raison, que son successeur a des propensions toutes allemandes. Le général Cathelineau est bien réellement passé en Espagne, où il est à la tête de plusieurs bandes en Catalogne. On annonce qu'une autre bande (l'ancêtre de Burgos que c'est là le mot propre) aurait pénétré à Burgos, près de la caserne de gendarmerie, aurait rançonné la ville et se serait retirée ensuite.

On ne voit pas trop en quoi ces exploits de routiers peuvent servir la cause de don Carlos. Il paraît qu'il y a grande affluence pour des excursions heureusement plus inoffensives, bien qu'inspirées par une pensée analogue; je veux parler des pèlerinages à Notre-Dame de Lourdes. Après avoir organisé quatre trains, la Compagnie des chemins de fer du Midi a dû reconnaître que son matériel était insuffisant et s'adresser à d'autres compagnies.

Il n'y aurait pas moins de 1,500 pèlerins à Paris et de 600 à Nantes, sans compter les autres villes où on a recruté des âmes pieuses. Il est à souhaiter que toutes ces manifestations du passé ne rencontrent partout que la plus complète indifférence et le silence le plus absolu. L'abbé Lamarche, curé de Grenoble, part en mission avec son vicar, pour visiter en Allemagne les tombes de nos soldats, les faire restaurer et faire relever les croix. L'abbé Lamarche se rend d'abord en Silésie.

Le 16, à Saraguerme, a eu lieu l'inauguration du monument élevé dans cette localité par les pompiers aux soldats français morts. Le maire a pu y prononcer un discours sympathique pour la mémoire de ses compatriotes.

L'Orne à Rochefort et le Var à Brest vont prendre le large et emmener d'ici à trois mois à la Nouvelle-Calédonie tout ce qui reste encore de condamnés à la déportation. On veut que tout soit terminé dans l'année.

Le général Trochu vient d'écrire au ministre de la guerre, pour demander sa mise en disponibilité illimitée.

#### Autre correspondance.

Paris, 20 septembre.

M. Thiers est arrivé ici hier à cinq heures et demi

du soir, accompagné de M<sup>me</sup> Thiers, de M<sup>me</sup> Donné et de M. le ministre de la marine. En descendant sur le quai de la gare, il a trouvé M. le préfet de police, M. le préfet de la Seine, M. le ministre de l'Agriculture et du Commerce, qui étaient venus pour le saluer. La rue d'Amsterdam, la place du Havre, la rue de Rome étaient remplies de monde. M. Thiers est sorti par la rue de Rome et a été accueilli au cris de « Vive le président! » M. Paul Bozé, président du comité central, a fait, le 18 septembre, un premier versement de 6 millions 850,000 fr.

Le *Journal des Débats* nous apporte l'article que voici, concernant les dernières lettres publiées par des membres de la droite :

« Comme les lettres politiques se succèdent et se croisent avec entrain, jamais deux armées en présence n'ont été couvertes, ou, si vous aimez mieux, découvertes par des tirailleurs aussi nombreux et aussi hardis! Mais derrière ces tirailleurs que nous voyons y a-t-il des armées que nous ne voyons pas? C'est là toute la question. Ces coups de feu qui retentissent sont-ils chargés à poudre ou à baïonnette? Est-ce difficile d'en juger au bruit, car dans les deux cas, le bruit est le même. Faut-il donc compter les morts d'un côté et de l'autre? La tâche serait bien pénible! Nous ne l'entreprendrions pas. Refuserions-nous pourtant d'être chargés à poudre ou à baïonnette? La tâche qui vient tristement nous montrer ses blessures? »

Dans une première lettre, M. de la Rochette avait écrit la droite était pleinement découragée; dans une seconde, sous prétexte d'atténuer ce que son assesseur avait d'excessif d'aveux, il affirmait que la droite n'est pas découragée du tout, mais qu'elle est impuissante. Tout est perdu fors l'honneur! Dieu nous garde de contester en rien le courage que les hommes de la droite ont maintes fois montré au vaillamment combattu. Mais, hélas! les vertus chevaleresques, toujours belles et touchantes, ne suffisent plus aujourd'hui; mieux vaut une certaine tactique, accompagnée d'un courage tranquille et calme, toutes choses dont la droite a manqué quelquefois.

Mais voici M. de Carayon-Latour, dont la lettre pourrait bien rétablir quelque peu les affaires de la droite. Tout le monde a remarqué cette lettre. M. de Carayon-Latour dit que la fusion est une chose qui n'est ni mieux ni plus que tout ce qu'il faut savoir au juste à quoi s'en tenir à cet égard. La sincérité parfaite, la loyauté connue de l'honorable député de la Gironde donnent à son affirmation une incontestable valeur. Toutefois, n'est-ce pas M. de la Rochette, M. de Carayon-Latour ne peut pas se tromper comme eux et prendre son plus ardent désir pour une réalité? La fusion est faite, dites-vous? Soit! Nous sommes naturellement portés à aimer les succès, mais nous ne sommes pas des enfants. Nous ne sommes pas des enfants, nous sommes des hommes. Mais si, en fait, la fusion est faite, pourquoi tous les intéressés ne se hâtent-ils pas de le proclamer? Qu'on nous pardonne le mot : nous ne sommes pas des enfants, nous sommes des hommes. Mais si, en fait, la fusion est faite, pourquoi tous les intéressés ne se hâtent-ils pas de le proclamer? Qu'on nous pardonne le mot : nous ne sommes pas des enfants, nous sommes des hommes.

La lettre de M. de Carayon-Latour est l'objet de nombreux commentaires; le représentant de la Gironde en est effrayé et des hommes les plus considérés du parti légitimiste, est l'ami intime du comte de Chambord qui lui a jadis adressé une lettre, et il réclame pour ainsi dire les pensées du prétendant. C'est lui qui s'est rendu le premier au château de Chambord, lorsque le « roi » est revenu en France. Aussi son manifeste a-t-il été relevé plus minutieusement que les autres par les feuilles républicaines. Il y a un curieux contraste à signaler entre les représentants du droit divin qui, voulant faire revivre un passé condamné, ne craignent pas d'affirmer qu'ils feront campagne lors de la rentrée de l'Assemblée pour obtenir la proclamation de la monarchie, et les populations qui acclament M. Thiers au cri de : Vive la république!

Ce contraste est d'autant plus frappant que plus les manifestations républicaines sont nombreuses et chaleureuses, plus les représentants de la droite inondent le pays de manifestes monarchiques. La droite, par un moyen quelconque, est décidée à jouer son dernier coup de dé, à la rentrée. Sa résolution, exprimée par M. de Carayon de ne pas quitter son siège de représentant, « quoi qu'on fasse », avant d'avoir donné au pays un gouvernement monarchique, a remis à l'ordre du jour la question des réformes constitutionnelles. Il paraît de plus en plus probable que le projet de créer une vice-présidence de la république sera présenté par quelques membres de l'Assemblée, mais il paraît certain que le gouvernement ne prendra l'initiative d'aucune proposition de l'ordre constitutionnel.

Quant à la réalisation de la fusion annoncée si pompeusement par M. Carayon-Latour, personne n'y a attaché d'importance. Une parole en l'air du comte d'Aumale ne suffirait pas pour la consacrer. M. le comte de Paris continuera à observer, sans doute, ou silence qui est regardé par les uns comme patriotique, par d'autres comme équivoque et indigne de la franchise des princes. Cependant, après la lettre de M. de Carayon-Latour, on attendait quelques explications de la part des princes d'Orléans.

Le conseil des ministres s'est réuni ce matin. Il se tiendra deux fois par semaine à l'Elysée.

M. de Broglie était hier à Paris. Il doit partir aujourd'hui pour Evreux, afin de présider après-demain le comice agricole de Beaumont-le-Roger.

Le *Journal officiel*, dans son numéro du 20, publie la note suivante :

« Le gouvernement, obéissant à des considérations d'un ordre supérieur qui ont été exposées en son nom par le ministre de l'intérieur, dans la séance du 28 février 1872, avait cru devoir suspendre de tout engagement dans l'œuvre d'une souscription nationale dite des « Femmes de France », ayant pour but la libération du territoire; il s'était borné, selon la demande qui lui en avait été adressée, à autoriser les caisses publiques à recevoir en dépôt les fonds de la souscription; les circonstances n'ayant pas permis aux auteurs de cette conception patriotique d'y donner la suite qu'ils avaient espérée, le comité central formé à Paris a exprimé le désir de se libérer, entre les mains de l'Etat, des sommes qu'il avait reçues : il a pensé qu'il répondait ainsi aux vœux des donateurs en mettant le gouvernement à même d'exécuter leurs volontés. »

Aucun des motifs qui expliquent et qui justifient les vœux des donateurs, par le gouvernement, n'est en fait, plus d'actualité. Le comité central, qui était venu pour le saluer. La rue d'Amsterdam, la place du Havre, la rue de Rome étaient remplies de monde. M. Thiers est sorti par la rue de Rome et a été accueilli au cris de « Vive le président! » M. Paul Bozé, président du comité central, a fait, le 18 septembre, un premier versement de 6 millions 850,000 fr.

Le *Journal des Débats* nous apporte l'article que voici, concernant les dernières lettres publiées par des membres de la droite :

« Comme les lettres politiques se succèdent et se croisent avec entrain, jamais deux armées en présence n'ont été couvertes, ou, si vous aimez mieux, découvertes par des tirailleurs aussi nombreux et aussi hardis! Mais derrière ces tirailleurs que nous voyons y a-t-il des armées que nous ne voyons pas? C'est là toute la question. Ces coups de feu qui retentissent sont-ils chargés à poudre ou à baïonnette? Est-ce difficile d'en juger au bruit, car dans les deux cas, le bruit est le même. Faut-il donc compter les morts d'un côté et de l'autre? La tâche serait bien pénible! Nous ne l'entreprendrions pas. Refuserions-nous pourtant d'être chargés à poudre ou à baïonnette? La tâche qui vient tristement nous montrer ses blessures? »

Dans une première lettre, M. de la Rochette avait écrit la droite était pleinement découragée; dans une seconde, sous prétexte d'atténuer ce que son assesseur avait d'excessif d'aveux, il affirmait que la droite n'est pas découragée du tout, mais qu'elle est impuissante. Tout est perdu fors l'honneur! Dieu nous garde de contester en rien le courage que les hommes de la droite ont maintes fois montré au vaillamment combattu. Mais, hélas! les vertus chevaleresques, toujours belles et touchantes, ne suffisent plus aujourd'hui; mieux vaut une certaine tactique, accompagnée d'un courage tranquille et calme, toutes choses dont la droite a manqué quelquefois.

Mais voici M. de Carayon-Latour, dont la lettre pourrait bien rétablir quelque peu les affaires de la droite. Tout le monde a remarqué cette lettre. M. de Carayon-Latour dit que la fusion est une chose qui n'est ni mieux ni plus que tout ce qu'il faut savoir au juste à quoi s'en tenir à cet égard. La sincérité parfaite, la loyauté connue de l'honorable député de la Gironde donnent à son affirmation une incontestable valeur. Toutefois, n'est-ce pas M. de la Rochette, M. de Carayon-Latour ne peut pas se tromper comme eux et prendre son plus ardent désir pour une réalité? La fusion est faite, dites-vous? Soit! Nous sommes naturellement portés à aimer les succès, mais nous ne sommes pas des enfants. Nous ne sommes pas des enfants, nous sommes des hommes. Mais si, en fait, la fusion est faite, pourquoi tous les intéressés ne se hâtent-ils pas de le proclamer? Qu'on nous pardonne le mot : nous ne sommes pas des enfants, nous sommes des hommes.

La lettre de M. de Carayon-Latour est l'objet de nombreux commentaires; le représentant de la Gironde en est effrayé et des hommes les plus considérés du parti légitimiste, est l'ami intime du comte de Chambord qui lui a jadis adressé une lettre, et il réclame pour ainsi dire les pensées du prétendant. C'est lui qui s'est rendu le premier au château de Chambord, lorsque le « roi » est revenu en France. Aussi son manifeste a-t-il été relevé plus minutieusement que les autres par les feuilles républicaines. Il y a un curieux contraste à signaler entre les représentants du droit divin qui, voulant faire revivre un passé condamné, ne craignent pas d'affirmer qu'ils feront campagne lors de la rentrée de l'Assemblée pour obtenir la proclamation de la monarchie, et les populations qui acclament M. Thiers au cri de : Vive la république!

Ce contraste est d'autant plus frappant que plus les manifestations républicaines sont nombreuses et chaleureuses, plus les représentants de la droite inondent le pays de manifestes monarchiques. La droite, par un moyen quelconque, est décidée à jouer son dernier coup de dé, à la rentrée. Sa résolution, exprimée par M. de Carayon de ne pas quitter son siège de représentant, « quoi qu'on fasse », avant d'avoir donné au pays un gouvernement monarchique, a remis à l'ordre du jour la question des réformes constitutionnelles. Il paraît de plus en plus probable que le projet de créer une vice-présidence de la république sera présenté par quelques membres de l'Assemblée, mais il paraît certain que le gouvernement ne prendra l'initiative d'aucune proposition de l'ordre constitutionnel.

Quant à la réalisation de la fusion annoncée si pompeusement par M. Carayon-Latour, personne n'y a attaché d'importance. Une parole en l'air du comte d'Aumale ne suffirait pas pour la consacrer. M. le comte de Paris continuera à observer, sans doute, ou silence qui est regardé par les uns comme patriotique, par d'autres comme équivoque et indigne de la franchise des princes. Cependant, après la lettre de M. de Carayon-Latour, on attendait quelques explications de la part des princes d'Orléans.

Le conseil des ministres s'est réuni ce matin. Il se tiendra deux fois par semaine à l'Elysée.

M. de Broglie était hier à Paris. Il doit partir aujourd'hui pour Evreux, afin de présider après-demain le comice agricole de Beaumont-le-Roger.

Le *Journal officiel*, dans son numéro du 20, publie la note suivante :

« Le gouvernement, obéissant à des considérations d'un ordre supérieur qui ont été exposées en son nom par le ministre de l'intérieur, dans la séance du 28 février 1872, avait cru devoir suspendre de tout engagement dans l'œuvre d'une souscription nationale dite des « Femmes de France », ayant pour but la libération du territoire; il s'était borné, selon la demande qui lui en avait été adressée, à autoriser les caisses publiques à recevoir en dépôt les fonds de la souscription; les circonstances n'ayant pas permis aux auteurs de cette conception patriotique d'y donner la suite qu'ils avaient espérée, le comité central formé à Paris a exprimé le désir de se libérer, entre les mains de l'Etat, des sommes qu'il avait reçues : il a pensé qu'il répondait ainsi aux vœux des donateurs en mettant le gouvernement à même d'exécuter leurs volontés. »

Aucun des motifs qui expliquent et qui justifient les vœux des donateurs, par le gouvernement, n'est en fait, plus d'actualité. Le comité central, qui était venu pour le saluer. La rue d'Amsterdam, la place du Havre, la rue de Rome étaient remplies de monde. M. Thiers est sorti par la rue de Rome et a été accueilli au cris de « Vive le président! » M. Paul Bozé, président du comité central, a fait, le 18 septembre, un premier versement de 6 millions 850,000 fr.

Le *Journal des Débats* nous apporte l'article que voici, concernant les dernières lettres publiées par des membres de la droite :

« Comme les lettres politiques se succèdent et se croisent avec entrain, jamais deux armées en présence n'ont été couvertes, ou, si vous aimez mieux, découvertes par des tirailleurs aussi nombreux et aussi hardis! Mais derrière ces tirailleurs que nous voyons y a-t-il des armées que nous ne voyons pas? C'est là toute la question. Ces coups de feu qui retentissent sont-ils chargés à poudre ou à baïonnette? Est-ce difficile d'en juger au bruit, car dans les deux cas, le bruit est le même. Faut-il donc compter les morts d'un côté et de l'autre? La tâche serait bien pénible! Nous ne l'entreprendrions pas. Refuserions-nous pourtant d'être chargés à poudre ou à baïonnette? La tâche qui vient tristement nous montrer ses blessures? »

Dans une première lettre, M. de la Rochette avait écrit la droite était pleinement découragée; dans une seconde, sous prétexte d'atténuer ce que son assesseur avait d'excessif d'aveux, il affirmait que la droite n'est pas découragée du tout, mais qu'elle est impuissante. Tout est perdu fors l'honneur! Dieu nous garde de contester en rien le courage que les hommes de la droite ont maintes fois montré au vaillamment combattu. Mais, hélas! les vertus chevaleresques, toujours belles et touchantes, ne suffisent plus aujourd'hui; mieux vaut une certaine tactique, accompagnée d'un courage tranquille et calme, toutes choses dont la droite a manqué quelquefois.

Mais voici M. de Carayon-Latour, dont la lettre pourrait bien rétablir quelque peu les affaires de la droite. Tout le monde a remarqué cette lettre. M. de Carayon-Latour dit que la fusion est une chose qui n'est ni mieux ni plus que tout ce qu'il faut savoir au juste à quoi s'en tenir à cet égard. La sincérité parfaite, la loyauté connue de l'honorable député de la Gironde donnent à son affirmation une incontestable valeur. Toutefois, n'est-ce pas M. de la Rochette, M. de Carayon-Latour ne peut pas se tromper comme eux et prendre son plus ardent désir pour une réalité? La fusion est faite, dites-vous? Soit! Nous sommes naturellement portés à aimer les succès, mais nous ne sommes pas des enfants. Nous ne sommes pas des enfants, nous sommes des hommes. Mais si, en fait, la fusion est faite, pourquoi tous les intéressés ne se hâtent-ils pas de le proclamer? Qu'on nous pardonne le mot : nous ne sommes pas des enfants, nous sommes des hommes.

La lettre de M. de Carayon-Latour est l'objet de nombreux commentaires; le représentant de la Gironde en est effrayé et des hommes les plus considérés du parti légitimiste, est l'ami intime du comte de Chambord qui lui a jadis adressé une lettre, et il réclame pour ainsi dire les pensées du prétendant. C'est lui qui s'est rendu le premier au château de Chambord, lorsque le « roi » est revenu en France. Aussi son manifeste a-t-il été relevé plus minutieusement que les autres par les feuilles républicaines. Il y a un curieux contraste à signaler entre les représentants du droit divin qui, voulant faire revivre un passé condamné, ne craignent pas d'affirmer qu'ils feront campagne lors de la rentrée de l'Assemblée pour obtenir la proclamation de la monarchie, et les populations qui acclament M. Thiers au cri de : Vive la république!

Ce contraste est d'autant plus frappant que plus les manifestations républicaines sont nombreuses et chaleureuses, plus les représentants de la droite inondent le pays de manifestes monarchiques. La droite, par un moyen quelconque, est décidée à jouer son dernier coup de dé, à la rentrée. Sa résolution, exprimée par M. de Carayon de ne pas quitter son siège de représentant, « quoi qu'on fasse », avant d'avoir donné au pays un gouvernement monarchique, a remis à l'ordre du jour la question des réformes constitutionnelles. Il paraît de plus en plus probable que le projet de créer une vice-présidence de la république sera présenté par quelques membres de l'Assemblée, mais il paraît certain que le gouvernement ne prendra l'initiative d'aucune proposition de l'ordre constitutionnel.

Quant à la réalisation de la fusion annoncée si pompeusement par M. Carayon-Latour, personne n'y a attaché d'importance. Une parole en l'air du comte d'Aumale ne suffirait pas pour la consacrer. M. le comte de Paris continuera à observer, sans doute, ou silence qui est regardé par les uns comme patriotique, par d'autres comme équivoque et indigne de la franchise des princes. Cependant, après la lettre de M. de Carayon-Latour, on attendait quelques explications de la part des princes d'Orléans.

Le conseil des ministres s'est réuni ce matin. Il se tiendra deux fois par semaine à l'Elysée.

M. de Broglie était hier à Paris. Il doit partir aujourd'hui pour Evreux, afin de présider après-demain le comice agricole de Beaumont-le-Roger.

Le *Journal officiel*, dans son numéro du 20, publie la note suivante :

« Le gouvernement, obéissant à des considérations d'un ordre supérieur qui ont été exposées en son nom par le ministre de l'intérieur, dans la séance du 28 février 1872, avait cru devoir suspendre de tout engagement dans l'œuvre d'une souscription nationale dite des « Femmes de France », ayant pour but la libération du territoire; il s'était borné, selon la demande qui lui en avait été adressée, à autoriser les caisses publiques à recevoir en dépôt les fonds de la souscription; les circonstances n'ayant pas permis aux auteurs de cette conception patriotique d'y donner la suite qu'ils avaient espérée, le comité central formé à Paris a exprimé le désir de se libérer, entre les mains de l'Etat, des sommes qu'il avait reçues : il a pensé qu'il répondait ainsi aux vœux des donateurs en mettant le gouvernement à même d'exécuter leurs volontés. »

Aucun des motifs qui expliquent et qui justifient les vœux des donateurs, par le gouvernement, n'est en fait, plus d'actualité. Le comité central, qui était venu pour le saluer. La rue d'Amsterdam, la place du Havre, la rue de Rome étaient remplies de monde. M. Thiers est sorti par la rue de Rome et a été accueilli au cris de « Vive le président! » M. Paul Bozé, président du comité central, a fait, le 18 septembre, un premier versement de 6 millions 850,000 fr.

Le *Journal des Débats* nous apporte l'article que voici, concernant les dernières lettres publiées par des membres de la droite :

« Comme les lettres politiques se succèdent et se croisent avec entrain, jamais deux armées en présence n'ont été couvertes, ou, si vous aimez mieux, découvertes par des tirailleurs aussi nombreux et aussi hardis! Mais derrière ces tirailleurs que nous voyons y a-t-il des armées que nous ne voyons pas? C'est là toute la question. Ces coups de feu qui retentissent sont-ils chargés à poudre ou à baïonnette? Est-ce difficile d'en juger au bruit, car dans les deux cas, le bruit est le même. Faut-il donc compter les morts d'un côté et de l'autre? La tâche serait bien pénible! Nous ne l'entreprendrions pas. Refuserions-nous pourtant d'être chargés à poudre ou à baïonnette? La tâche qui vient tristement nous montrer ses blessures? »

Dans une première lettre, M. de la Rochette avait écrit la droite était pleinement découragée; dans une seconde, sous prétexte d'atténuer ce que son assesseur avait d'excessif d'aveux, il affirmait que la droite n'est pas découragée du tout, mais qu'elle est impuissante. Tout est perdu fors l'honneur! Dieu nous garde de contester en rien le courage que les hommes de la droite ont maintes fois montré au vaillamment combattu. Mais, hélas! les vertus chevaleresques, toujours belles et touchantes, ne suffisent plus aujourd'hui; mieux vaut une certaine tactique, accompagnée d'un courage tranquille et calme, toutes choses dont la droite a manqué quelquefois.

Mais voici M. de Carayon-Latour, dont la lettre pourrait bien rétablir quelque peu les affaires de la droite. Tout le monde a remarqué cette lettre. M. de Carayon-Latour dit que la fusion est une chose qui n'est ni mieux ni plus que tout ce qu'il faut savoir au juste à quoi s'en tenir à cet égard. La sincérité parfaite, la loyauté connue de l'honorable député de la Gironde donnent à son affirmation une incontestable valeur. Toutefois, n'est-ce pas M. de la Rochette, M. de Carayon-Latour ne peut pas se tromper comme eux et prendre son plus ardent désir pour une réalité? La fusion est faite, dites-vous? Soit! Nous sommes naturellement portés à aimer les succès, mais nous ne sommes pas des enfants. Nous ne sommes pas des enfants, nous sommes des hommes. Mais si, en fait, la fusion est faite, pourquoi tous les intéressés ne se hâtent-ils pas de le proclamer? Qu'on nous pardonne le mot : nous ne sommes pas des enfants, nous sommes des hommes.

La lettre de M. de Carayon-Latour est l'objet de nombreux commentaires; le représentant de la Gironde en est effrayé et des hommes les plus considérés du parti légitimiste, est l'ami intime du comte de Chambord qui lui a jadis adressé une lettre, et il réclame pour ainsi dire les pensées du prétendant. C'est lui qui s'est rendu le premier au château de Chambord, lorsque le « roi » est revenu en France. Aussi son manifeste a-t-il été relevé plus minutieusement que les autres par les feuilles républicaines. Il y a un curieux contraste à signaler entre les représentants du droit divin qui, voulant faire revivre un passé condamné, ne craignent pas d'affirmer qu'ils feront campagne lors de la rentrée de l'Assemblée pour obtenir la proclamation de la monarchie, et les populations qui acclament M. Thiers au cri de : Vive la république!

Ce contraste est d'autant plus frappant que plus les manifestations républicaines sont nombreuses et chaleureuses, plus les représentants de la droite inondent le pays de manifestes monarchiques. La droite, par un moyen quelconque, est décidée à jouer son dernier coup de dé, à la rentrée. Sa résolution, exprimée par M. de Carayon de ne pas quitter son siège de représentant, « quoi qu'on fasse », avant d'avoir donné au pays un gouvernement monarchique, a remis à l'ordre du jour la question des réformes constitutionnelles. Il paraît de plus en plus probable que le projet de créer une vice-présidence de la république sera présenté par quelques membres de l'Assemblée, mais il paraît certain que le gouvernement ne prendra l'initiative d'aucune proposition de l'ordre constitutionnel.

Quant à la réalisation de la fusion annoncée si pompeusement par M. Carayon-Latour, personne n'y a attaché d'importance. Une parole en l'air du comte d'Aumale ne suffirait pas pour la consacrer. M. le comte de Paris continuera à observer, sans doute, ou silence qui est regardé par les uns comme patriotique, par d'autres comme équivoque et indigne de la franchise des princes. Cependant, après la lettre de M. de Carayon-Latour, on attendait quelques explications de la part des princes d'Orléans.

Le conseil des ministres s'est réuni ce matin. Il se tiendra deux fois par semaine à l'Elysée.

M. de Broglie était hier à Paris. Il doit partir aujourd'hui pour Evreux, afin de présider après-demain le comice agricole de Beaumont-le-Roger.

Le *Journal officiel*, dans son numéro du 20, publie la note suivante :

« Le gouvernement, obéissant à des considérations d'un ordre supérieur qui ont été exposées en son nom par le ministre de l'intérieur, dans la séance du 28 février 1872, avait cru devoir suspendre de tout engagement dans l'œuvre d'une souscription nationale dite des « Femmes de France », ayant pour but la libération du territoire; il s'était borné, selon la demande qui lui en avait été adressée, à autoriser les caisses publiques à recevoir en dépôt les fonds de la souscription; les circonstances n'ayant pas permis aux auteurs de cette conception patriotique d'y donner la suite qu'ils avaient espérée, le comité central formé à Paris a exprimé le désir de se libérer, entre les mains de l'Etat, des sommes qu'il avait reçues : il a pensé qu'il répondait ainsi aux vœux des donateurs en mettant le gouvernement à même d'exécuter leurs volontés. »

Aucun des motifs qui expliquent et qui justifient les vœux des donateurs, par le gouvernement, n'est en fait, plus d'actualité. Le comité central, qui était venu pour le saluer. La rue d'Amsterdam, la place du Havre, la rue de Rome étaient remplies de monde. M. Thiers est sorti par la rue de Rome et a été accueilli au cris de « Vive le président! » M. Paul Bozé, président du comité central, a fait, le 18 septembre, un premier versement de 6 millions 850,000 fr.

Le *Journal des Débats* nous apporte l'article que voici, concernant les dernières lettres publiées par des membres de la droite :

« Comme les lettres politiques se succèdent et se croisent avec entrain, jamais deux armées en présence n'ont été couvertes, ou, si vous aimez mieux, découvertes par des tirailleurs aussi nombreux et aussi hardis! Mais derrière ces tirailleurs que nous voyons y a-t-il des armées que nous ne voyons pas? C'est là toute la question. Ces coups de feu qui retentissent sont-ils chargés à poudre ou à baïonnette? Est-ce difficile d'en juger au bruit, car dans les deux cas, le bruit est le même. Faut-il donc compter les morts d'un côté et de l'autre? La tâche serait bien pénible! Nous ne l'entreprendrions pas. Refuserions-nous pourtant d'être chargés à poudre ou à baïonnette? La tâche qui vient tristement nous montrer ses blessures? »

Dans une première lettre, M. de la Rochette avait écrit la droite était pleinement découragée; dans une seconde, sous prétexte d'atténuer ce que son assesseur avait d'excessif d'aveux, il affirmait que la droite n'est pas découragée du tout, mais qu'elle est impuissante. Tout est perdu fors l'honneur! Dieu nous garde de contester en rien le courage que les hommes de la droite ont maintes fois montré au vaillamment combattu. Mais, hélas! les vertus chevaleresques, toujours belles et touchantes, ne suffisent plus aujourd'hui; mieux vaut une certaine tactique, accompagnée d'un courage tranquille et calme, toutes choses dont la droite a manqué quelquefois.

Mais voici M. de Carayon-Latour, dont la lettre pourrait bien rétablir quelque peu les affaires de la droite. Tout le monde a remarqué cette lettre. M. de Carayon-Latour dit que la fusion est une chose qui n'est ni mieux ni plus que tout ce qu'il faut savoir au juste à quoi s'en tenir à cet égard. La sincérité parfaite, la loyauté connue de l'honorable député de la Gironde donnent à son affirmation une incontestable valeur. Toutefois, n'est-ce pas M. de la Rochette, M. de Carayon-Latour ne peut pas se tromper comme eux et prendre son plus ardent désir pour une réalité? La fusion est faite, dites-vous? Soit! Nous sommes naturellement portés à aimer les succès, mais nous ne sommes pas des enfants. Nous ne sommes pas des enfants, nous sommes des hommes. Mais si, en fait, la fusion est faite, pourquoi tous les intéressés ne se hâtent-ils pas de le proclamer? Qu'on nous pardonne le mot : nous ne sommes pas des enfants, nous sommes des hommes.

La lettre de M. de Carayon-Latour est l'objet de nombreux commentaires; le représentant de la Gironde en est effrayé et des hommes les plus considérés du parti légitimiste, est l'ami intime du comte de Chambord qui lui a jadis adressé une lettre, et il réclame pour ainsi dire les pensées du prétendant. C'est lui qui s'est rendu le premier au château de Chambord, lorsque le « roi » est revenu en France. Aussi son manifeste a-t-il été relevé plus minutieusement que les autres par les feuilles républicaines. Il y a un curieux contraste à signaler entre les représentants du droit divin qui, voulant faire revivre un passé condamné, ne craignent pas d'affirmer qu'ils feront campagne lors de la rentrée de l'Assemblée pour obtenir la proclamation de la monarchie, et les populations qui acclament M. Thiers au cri de : Vive la république!

Ce contraste est d'autant plus frappant que plus les manifestations républicaines sont nombreuses et chaleureuses, plus les représentants de la droite inondent le pays de manifestes monarchiques. La droite, par un moyen quelconque, est décidée à jouer son dernier coup de dé, à la rentrée. Sa résolution, exprimée par M. de Carayon de ne pas quitter son siège de représentant, « quoi qu'on fasse », avant d'avoir donné au pays un gouvernement monarchique, a remis à l'ordre du jour la question des réformes constitutionnelles. Il paraît de plus en plus probable que le projet de créer une vice-présidence de la république sera présenté par quelques membres de l'Assemblée, mais il paraît certain que le gouvernement ne prendra l'initiative d'aucune proposition de l'ordre constitutionnel.

Quant à la réalisation de la fusion annoncée si pompeusement par M. Carayon-Latour, personne n'y a attaché d'importance. Une parole en l'air du comte d'Aumale ne suffirait pas pour la consacrer. M. le comte de Paris continuera à observer, sans doute, ou silence qui est regardé par les uns comme patriotique, par d'autres comme équivoque et indigne de la franchise des princes. Cependant, après la lettre de M. de Carayon-Latour, on attendait quelques explications de la part des princes d'Orléans.

Le conseil des ministres s'est réuni ce matin. Il se tiendra deux fois par semaine à l'Elysée.

M. de Broglie était hier à Paris. Il doit partir aujourd'hui pour Evreux, afin de présider après-demain le comice agricole de Beaumont-le-Roger.

Le *Journal officiel*, dans son numéro du 20, publie la note suivante :

« Le gouvernement, obéissant à des considérations d'un ordre supérieur qui ont été exposées en son nom par le ministre de l'intérieur, dans la séance du 28 février 1872, avait cru devoir suspendre de tout engagement dans l'œuvre d'une souscription nationale dite des « Femmes de France », ayant pour but la libération du territoire; il s'était borné, selon la demande qui lui en avait été adressée, à autoriser les caisses publiques à recevoir en dépôt les fonds de la souscription; les circonstances n'ayant pas permis aux auteurs de cette conception patriotique d'y donner la suite qu'ils avaient espérée, le comité central formé à Paris a exprimé le désir de se libérer, entre les mains de l'Etat, des sommes qu'il avait reçues : il a pensé qu'il répondait ainsi aux vœux des donateurs en mettant le gouvernement à même d'exécuter leurs volontés. »

Aucun des motifs qui expliquent et qui justifient les vœux des donateurs, par le gouvernement, n'est en fait, plus d'actualité. Le comité central, qui était venu pour le saluer. La rue d'Amsterdam, la place du Havre, la rue de Rome étaient remplies de monde. M. Thiers est sorti par la rue de Rome et a été accueilli au cris de « Vive le président! » M. Paul Bozé, président du comité central, a fait, le 18 septembre, un premier versement de 6 millions 850,000 fr.

haut des régions où planent vos âmes, vous vivez dans nos cours pour les fortifier. »

M. Léon Robert, député, a rendu hommage aux généreux efforts du général Chanzy pendant la guerre, et a ajouté :

« Nos pères ont aussi combattu à une autre et glorieuse époque, dans les défilés de l'Argonne, dans les bois de Lacroix, que nous voyons d'ici. »

Personne ne manquait à l'appel; mais alors c'était sous la première république; on avait un cœur plus chaud, et plus franc, une éducation plus mâle, plus énergique. Vingt années d'empire et de despotisme n'avaient pas amoindri les consciences, abaisé les caractères, et la victoire leur est restée. »

Témoins donc, mes chers compatriotes, de refaire notre éducation, de devenir plus sérieux, plus travailleurs, d'observer religieusement les lois, d'aimer avant tout la patrie, et de placer son culte au-dessus des sordides intérêts.

E vous, citoyens, parents et amis de ceux que nous pleurons aujourd'hui dans cette triste enceinte, songez qu'ils ont sauvé notre honneur, qu'ils sont morts pour la république, la république qui n'est pas, sachez-le bien, une forme provisoire du gouvernement, mais qui est et sera le gouvernement définitif de la nation.

Adieu donc, au nom de la patrie



velle de son arrestation était parvenue au gouverneur allemand. La modération, la prudence et la patience, dit le Daily News, sont des vertus indispensables à un conquérant, à une époque où les gouvernements ne doivent pas se considérer comme étant en sécurité, et pour où ils délient l'opinion et outragent les sentiments du monde.

Le Daily Telegraph annonce que M. Stanley a accepté l'offre qui lui a été faite de dix mille livres sterling à la condition de donner une série de conférences dans les Etats-Unis sur son séjour en Afrique et les découvertes du docteur Livingstone.

Londres, 20 septembre.

La dernière séance du congrès de l'Internationale s'est ouverte par un appel du président aux délégués avant pour lui d'expliquer brièvement les motifs qui l'ont fait faire, l'ordre du jour, l'ordre du programme. On a commencé par donner lecture du programme de l'Association internationale. La plupart des articles sont empruntés au manifeste que le conseil de cette société a publié l'année dernière. On y a ajouté, en outre, un article en vertu duquel toutes les résolutions adoptées par l'Internationale, aux divers congrès de Genève, de Lausanne, de Bruxelles, de Bâle, et des conférences annuelles de Londres, sont abolies et considérées comme dénuées de tout effet.

Une résolution a été ensuite adoptée par 25 voix autorisant le conseil à publier le prochain programme en trois langues : français, anglais et allemand. On a demandé de plusieurs délégués, qui ont réclamé pour leur langue, on a porté à cinq le nombre des traductions.

Le citoyen Vésinier a parlé longuement sur la conduite du congrès de l'Internationale. Il a dit que le conseil de l'Internationale, à l'été 1885, était composé de quarante-cinq membres. Sa première séance eut lieu près des arches d'Adolphe. Mais alors une tentative fut faite pour que le conseil soit élu par les délégués de tous les pays. Cette tentative fut repoussée par une majorité de 25 voix. Le conseil fut élu par les délégués de tous les pays. Le conseil fut élu par les délégués de tous les pays. Le conseil fut élu par les délégués de tous les pays.

Quant au congrès qui se tient à l'heure actuelle, le conseil général a été élu par les délégués de tous les pays. Le conseil fut élu par les délégués de tous les pays. Le conseil fut élu par les délégués de tous les pays. Le conseil fut élu par les délégués de tous les pays. Le conseil fut élu par les délégués de tous les pays.

Après cet acte d'accusation, les résolutions suivantes ont été soumises au vote et adoptées par 21 voix : « Le conseil déclare que le conseil général, dont le point central est à Londres, a par sa conduite gravement compromis l'Internationale ; qu'il a jeté la désunion dans ses rangs, anéanti son action, détruit son influence, compromis son but et trahi sa cause. En réponse au congrès tenu à la Haye, le conseil général universel déclare que le congrès de la Haye, ayant été élu par les délégués de tous les pays, est le seul congrès légitime de l'Internationale ; qu'il a le droit de révoquer les résolutions prises par le conseil général de Londres, et de révoquer les délégués de ce conseil. »

Le congrès déclara que le conseil général, dont le point central est à Londres, a par sa conduite gravement compromis l'Internationale ; qu'il a jeté la désunion dans ses rangs, anéanti son action, détruit son influence, compromis son but et trahi sa cause. En réponse au congrès tenu à la Haye, le conseil général universel déclare que le congrès de la Haye, ayant été élu par les délégués de tous les pays, est le seul congrès légitime de l'Internationale ; qu'il a le droit de révoquer les résolutions prises par le conseil général de Londres, et de révoquer les délégués de ce conseil. Le congrès déclara que le conseil général, dont le point central est à Londres, a par sa conduite gravement compromis l'Internationale ; qu'il a jeté la désunion dans ses rangs, anéanti son action, détruit son influence, compromis son but et trahi sa cause.

Le citoyen Lohmann a été élu président du congrès de la Haye. Le citoyen Lohmann a été élu président du congrès de la Haye. Le citoyen Lohmann a été élu président du congrès de la Haye. Le citoyen Lohmann a été élu président du congrès de la Haye. Le citoyen Lohmann a été élu président du congrès de la Haye.

Le citoyen Lohmann a été élu président du congrès de la Haye. Le citoyen Lohmann a été élu président du congrès de la Haye. Le citoyen Lohmann a été élu président du congrès de la Haye. Le citoyen Lohmann a été élu président du congrès de la Haye. Le citoyen Lohmann a été élu président du congrès de la Haye.

Le citoyen Lohmann a été élu président du congrès de la Haye. Le citoyen Lohmann a été élu président du congrès de la Haye. Le citoyen Lohmann a été élu président du congrès de la Haye. Le citoyen Lohmann a été élu président du congrès de la Haye. Le citoyen Lohmann a été élu président du congrès de la Haye.

Le citoyen Lohmann a été élu président du congrès de la Haye. Le citoyen Lohmann a été élu président du congrès de la Haye. Le citoyen Lohmann a été élu président du congrès de la Haye. Le citoyen Lohmann a été élu président du congrès de la Haye. Le citoyen Lohmann a été élu président du congrès de la Haye.

Le citoyen Lohmann a été élu président du congrès de la Haye. Le citoyen Lohmann a été élu président du congrès de la Haye. Le citoyen Lohmann a été élu président du congrès de la Haye. Le citoyen Lohmann a été élu président du congrès de la Haye. Le citoyen Lohmann a été élu président du congrès de la Haye.

Le citoyen Lohmann a été élu président du congrès de la Haye. Le citoyen Lohmann a été élu président du congrès de la Haye. Le citoyen Lohmann a été élu président du congrès de la Haye. Le citoyen Lohmann a été élu président du congrès de la Haye. Le citoyen Lohmann a été élu président du congrès de la Haye.

Le citoyen Lohmann a été élu président du congrès de la Haye. Le citoyen Lohmann a été élu président du congrès de la Haye. Le citoyen Lohmann a été élu président du congrès de la Haye. Le citoyen Lohmann a été élu président du congrès de la Haye. Le citoyen Lohmann a été élu président du congrès de la Haye.

Le citoyen Lohmann a été élu président du congrès de la Haye. Le citoyen Lohmann a été élu président du congrès de la Haye. Le citoyen Lohmann a été élu président du congrès de la Haye. Le citoyen Lohmann a été élu président du congrès de la Haye. Le citoyen Lohmann a été élu président du congrès de la Haye.

Le citoyen Lohmann a été élu président du congrès de la Haye. Le citoyen Lohmann a été élu président du congrès de la Haye. Le citoyen Lohmann a été élu président du congrès de la Haye. Le citoyen Lohmann a été élu président du congrès de la Haye. Le citoyen Lohmann a été élu président du congrès de la Haye.

Le citoyen Lohmann a été élu président du congrès de la Haye. Le citoyen Lohmann a été élu président du congrès de la Haye. Le citoyen Lohmann a été élu président du congrès de la Haye. Le citoyen Lohmann a été élu président du congrès de la Haye. Le citoyen Lohmann a été élu président du congrès de la Haye.

Le citoyen Lohmann a été élu président du congrès de la Haye. Le citoyen Lohmann a été élu président du congrès de la Haye. Le citoyen Lohmann a été élu président du congrès de la Haye. Le citoyen Lohmann a été élu président du congrès de la Haye. Le citoyen Lohmann a été élu président du congrès de la Haye.

Le citoyen Lohmann a été élu président du congrès de la Haye. Le citoyen Lohmann a été élu président du congrès de la Haye. Le citoyen Lohmann a été élu président du congrès de la Haye. Le citoyen Lohmann a été élu président du congrès de la Haye. Le citoyen Lohmann a été élu président du congrès de la Haye.

Le citoyen Lohmann a été élu président du congrès de la Haye. Le citoyen Lohmann a été élu président du congrès de la Haye. Le citoyen Lohmann a été élu président du congrès de la Haye. Le citoyen Lohmann a été élu président du congrès de la Haye. Le citoyen Lohmann a été élu président du congrès de la Haye.

Le citoyen Lohmann a été élu président du congrès de la Haye. Le citoyen Lohmann a été élu président du congrès de la Haye. Le citoyen Lohmann a été élu président du congrès de la Haye. Le citoyen Lohmann a été élu président du congrès de la Haye. Le citoyen Lohmann a été élu président du congrès de la Haye.

Le citoyen Lohmann a été élu président du congrès de la Haye. Le citoyen Lohmann a été élu président du congrès de la Haye. Le citoyen Lohmann a été élu président du congrès de la Haye. Le citoyen Lohmann a été élu président du congrès de la Haye. Le citoyen Lohmann a été élu président du congrès de la Haye.

Le citoyen Lohmann a été élu président du congrès de la Haye. Le citoyen Lohmann a été élu président du congrès de la Haye. Le citoyen Lohmann a été élu président du congrès de la Haye. Le citoyen Lohmann a été élu président du congrès de la Haye. Le citoyen Lohmann a été élu président du congrès de la Haye.

Le citoyen Lohmann a été élu président du congrès de la Haye. Le citoyen Lohmann a été élu président du congrès de la Haye. Le citoyen Lohmann a été élu président du congrès de la Haye. Le citoyen Lohmann a été élu président du congrès de la Haye. Le citoyen Lohmann a été élu président du congrès de la Haye.

Le citoyen Lohmann a été élu président du congrès de la Haye. Le citoyen Lohmann a été élu président du congrès de la Haye. Le citoyen Lohmann a été élu président du congrès de la Haye. Le citoyen Lohmann a été élu président du congrès de la Haye. Le citoyen Lohmann a été élu président du congrès de la Haye.

Le citoyen Lohmann a été élu président du congrès de la Haye. Le citoyen Lohmann a été élu président du congrès de la Haye. Le citoyen Lohmann a été élu président du congrès de la Haye. Le citoyen Lohmann a été élu président du congrès de la Haye. Le citoyen Lohmann a été élu président du congrès de la Haye.

Il n'est donc pas étonnant que nous admirions la Confédération suisse comme le miroir dans lequel se reflète l'image de l'Union américaine. Voilà pourquoi les Etats-Unis, d'accord avec l'Angleterre, ont fait valoir avec empressement les raisons qui leur valaient leur porteur de choisir Genève pour siège d'un tribunal qui fait époque dans l'histoire internationale de l'Europe et de l'Amérique.

En effet, votre pays est le pays neutre par excellence, et en même temps le sol hospitalier ouvert au monde entier. Quel autre pays aurait présenté l'ensemble de ces qualités particulières ? En quel autre pays eût-on trouvé la certitude d'éviter tout soupçon local fâcheux et de rester à l'abri de toute influence étrangère qui eût pu nuire au tribunal ? Nous n'en connaissons pas.

Aussi sommes-nous heureux et fiers d'avoir été les hôtes obligés de la Confédération et d'avoir pu habiter pendant un temps, malheureusement trop court, mais néanmoins si utile, le pays qui a été le berceau de la Suisse si vieille au point de vue de la liberté publique et si jeune au point de vue de la science actuelle ; cette Suisse qui résume dans son sein tout ce que la nature offre de pittoresque, de beau, de majestueux, de sublime ; cette Suisse, le joyau et la merveille de l'Europe.

Nous sommes à même d'émettre en toute sécurité nos appréciations aujourd'hui, surtout après avoir assisté aux fêtes données par le Conseil fédéral en l'honneur du tribunal d'arbitrage à Interlaken et à Berne.

Tout semblait concourir au succès de ces fêtes et le temps était si beau, qu'on serait tenté de croire le Conseil fédéral en possession d'une baguette magique sous la main de laquelle le plus jeune, le plus pauvre, le plus humble des peuples de la terre se transforme en une nation de rois.

Ce sera à notre gouvernement d'exprimer d'une manière digne de lui et digne de la Confédération, sa profonde reconnaissance pour l'hospitalité qu'il a pu nous offrir et pour l'œuvre de conciliation et de paix entre l'Angleterre et l'Amérique.

Un bon conseil, par lequel au nom de notre collègue, M. Waite, qui est nécessairement absent, aussi bien que nous nous sommes, en vous priant, messieurs, de transmettre nos hommages à vos collègues du Conseil fédéral, et nous avons l'honneur de vous présenter, monsieur le Président, l'assurance de notre plus haute considération.

Signé : H. BANCROFT-DAVIS, C. CUSHING, W. M. EVARTS.

Une nouvelle assemblée au Mont-Bianco a été tentée au mois de 18 septembre. Les missus Murray, ces intrépides touristes et amis, accompagnés de leur frère et de quatre guides valaisans, aux Grands-Mulets. Le lendemain, continuant leur ascension, elles atteignent le sommet du Mont-Bianco, au point de vue de la France, à l'altitude de 4810 mètres, ou sur le flanc de l'Italie, au point de vue de la France, à l'altitude de 4810 mètres.

Le lendemain, continuant leur ascension, elles atteignent le sommet du Mont-Bianco, au point de vue de la France, à l'altitude de 4810 mètres, ou sur le flanc de l'Italie, au point de vue de la France, à l'altitude de 4810 mètres.

Le lendemain, continuant leur ascension, elles atteignent le sommet du Mont-Bianco, au point de vue de la France, à l'altitude de 4810 mètres, ou sur le flanc de l'Italie, au point de vue de la France, à l'altitude de 4810 mètres.

Le lendemain, continuant leur ascension, elles atteignent le sommet du Mont-Bianco, au point de vue de la France, à l'altitude de 4810 mètres, ou sur le flanc de l'Italie, au point de vue de la France, à l'altitude de 4810 mètres.

Le lendemain, continuant leur ascension, elles atteignent le sommet du Mont-Bianco, au point de vue de la France, à l'altitude de 4810 mètres, ou sur le flanc de l'Italie, au point de vue de la France, à l'altitude de 4810 mètres.

Le lendemain, continuant leur ascension, elles atteignent le sommet du Mont-Bianco, au point de vue de la France, à l'altitude de 4810 mètres, ou sur le flanc de l'Italie, au point de vue de la France, à l'altitude de 4810 mètres.

Le lendemain, continuant leur ascension, elles atteignent le sommet du Mont-Bianco, au point de vue de la France, à l'altitude de 4810 mètres, ou sur le flanc de l'Italie, au point de vue de la France, à l'altitude de 4810 mètres.

Le lendemain, continuant leur ascension, elles atteignent le sommet du Mont-Bianco, au point de vue de la France, à l'altitude de 4810 mètres, ou sur le flanc de l'Italie, au point de vue de la France, à l'altitude de 4810 mètres.

Le lendemain, continuant leur ascension, elles atteignent le sommet du Mont-Bianco, au point de vue de la France, à l'altitude de 4810 mètres, ou sur le flanc de l'Italie, au point de vue de la France, à l'altitude de 4810 mètres.

Le lendemain, continuant leur ascension, elles atteignent le sommet du Mont-Bianco, au point de vue de la France, à l'altitude de 4810 mètres, ou sur le flanc de l'Italie, au point de vue de la France, à l'altitude de 4810 mètres.

Le lendemain, continuant leur ascension, elles atteignent le sommet du Mont-Bianco, au point de vue de la France, à l'altitude de 4810 mètres, ou sur le flanc de l'Italie, au point de vue de la France, à l'altitude de 4810 mètres.

Le lendemain, continuant leur ascension, elles atteignent le sommet du Mont-Bianco, au point de vue de la France, à l'altitude de 4810 mètres, ou sur le flanc de l'Italie, au point de vue de la France, à l'altitude de 4810 mètres.

Le lendemain, continuant leur ascension, elles atteignent le sommet du Mont-Bianco, au point de vue de la France, à l'altitude de 4810 mètres, ou sur le flanc de l'Italie, au point de vue de la France, à l'altitude de 4810 mètres.

Le lendemain, continuant leur ascension, elles atteignent le sommet du Mont-Bianco, au point de vue de la France, à l'altitude de 4810 mètres, ou sur le flanc de l'Italie, au point de vue de la France, à l'altitude de 4810 mètres.

Le lendemain, continuant leur ascension, elles atteignent le sommet du Mont-Bianco, au point de vue de la France, à l'altitude de 4810 mètres, ou sur le flanc de l'Italie, au point de vue de la France, à l'altitude de 4810 mètres.

Le lendemain, continuant leur ascension, elles atteignent le sommet du Mont-Bianco, au point de vue de la France, à l'altitude de 4810 mètres, ou sur le flanc de l'Italie, au point de vue de la France, à l'altitude de 4810 mètres.

Le lendemain, continuant leur ascension, elles atteignent le sommet du Mont-Bianco, au point de vue de la France, à l'altitude de 4810 mètres, ou sur le flanc de l'Italie, au point de vue de la France, à l'altitude de 4810 mètres.

Le lendemain, continuant leur ascension, elles atteignent le sommet du Mont-Bianco, au point de vue de la France, à l'altitude de 4810 mètres, ou sur le flanc de l'Italie, au point de vue de la France, à l'altitude de 4810 mètres.

Le lendemain, continuant leur ascension, elles atteignent le sommet du Mont-Bianco, au point de vue de la France, à l'altitude de 4810 mètres, ou sur le flanc de l'Italie, au point de vue de la France, à l'altitude de 4810 mètres.

Le lendemain, continuant leur ascension, elles atteignent le sommet du Mont-Bianco, au point de vue de la France, à l'altitude de 4810 mètres, ou sur le flanc de l'Italie, au point de vue de la France, à l'altitude de 4810 mètres.

Le lendemain, continuant leur ascension, elles atteignent le sommet du Mont-Bianco, au point de vue de la France, à l'altitude de 4810 mètres, ou sur le flanc de l'Italie, au point de vue de la France, à l'altitude de 4810 mètres.

Le lendemain, continuant leur ascension, elles atteignent le sommet du Mont-Bianco, au point de vue de la France, à l'altitude de 4810 mètres, ou sur le flanc de l'Italie, au point de vue de la France, à l'altitude de 4810 mètres.

Le lendemain, continuant leur ascension, elles atteignent le sommet du Mont-Bianco, au point de vue de la France, à l'altitude de 4810 mètres, ou sur le flanc de l'Italie, au point de vue de la France, à l'altitude de 4810 mètres.

Le lendemain, continuant leur ascension, elles atteignent le sommet du Mont-Bianco, au point de vue de la France, à l'altitude de 4810 mètres, ou sur le flanc de l'Italie, au point de vue de la France, à l'altitude de 4810 mètres.

Le lendemain, continuant leur ascension, elles atteignent le sommet du Mont-Bianco, au point de vue de la France, à l'altitude de 4810 mètres, ou sur le flanc de l'Italie, au point de vue de la France, à l'altitude de 4810 mètres.

Le lendemain, continuant leur ascension, elles atteignent le sommet du Mont-Bianco, au point de vue de la France, à l'altitude de 4810 mètres, ou sur le flanc de l'Italie, au point de vue de la France, à l'altitude de 4810 mètres.

Le lendemain, continuant leur ascension, elles atteignent le sommet du Mont-Bianco, au point de vue de la France, à l'altitude de 4810 mètres, ou sur le flanc de l'Italie, au point de vue de la France, à l'altitude de 4810 mètres.

Le lendemain, continuant leur ascension, elles atteignent le sommet du Mont-Bianco, au point de vue de la France, à l'altitude de 4810 mètres, ou sur le flanc de l'Italie, au point de vue de la France, à l'altitude de 4810 mètres.

de Belgique; on a rendu à ses restes les mêmes honneurs qu'à un lieutenant général. M. le marquis de Bouillé, ambassadeur de France, conduisit les funérailles.

BULLETIN TELEGRAPHIQUE.

France.

PARIS, samedi, 21 septembre.

Une dépêche de Strasbourg annonce que, par suite d'une ordonnance de non-lieu, M. Edm. About sera remis en liberté aujourd'hui.

Angleterre.

Londres, samedi, 21 septembre.

Les propriétaires des mines de Newcastle ont refusé à la députation des houilliers l'augmentation de 15 p. c. de salaire qu'ils avaient demandée.

Les propriétaires ont allégué la baisse du prix et la perspective que cette baisse sera encore plus considérable prochainement.

Londres, jeudi, 21 septembre.

L'Economist, discutant la situation financière, arrive à conclure que l'action du gouvernement allemand doit élever rapidement la valeur de l'argent en Angleterre.

En présence du taux de l'escompte de 5 p. c., à Berlin et à Francfort, la Banque d'Angleterre ne peut pas laisser son escompte à 4 p. c.

Ce journal croit fermement que la Banque d'Angleterre élèvera prochainement le taux de son escompte à 5 p. c.; toutefois cette élévation ne sera probable que temporaire.

Europe centrale.

Berlin, vendredi, 20 septembre.

Dans un entretien qui a eu lieu hier après-midi entre les membres de la commission des ouvriers constructeurs des établissements de M. Pflug, il a été décidé qu'ils se mettaient en grève.

Le nombre des grévistes s'élève à 3,000. Ils ont nommé une commission qui s'est mise en rapport avec le directeur en chef.

Ce dernier a déclaré à la commission que le conseil d'administration avait décidé que rien ne serait accordé sur les 16 2/3 p. c. d'augmentation de salaire demandée par les grévistes.

Le directeur a déclaré en outre qu'il ne voulait plus négocier avec la commission, et qu'il exécuterait la résolution adoptée par le conseil d'administration.

Berlin, samedi, 21 septembre.

La demande de mise à la retraite faite par le secrétaire d'Etat, M. de Thile, n'a été acceptée par l'Empereur que mercredi soir.

Son successeur, M. de Balan, reprendra la direction des affaires étrangères avec le titre de ministre d'Etat, aussitôt après son retour de Bruxelles, où il s'est rendu pour régler quelques affaires pressantes.

Berlin, samedi, 21 septembre.

La nouvelle que la princesse de Bismarck serait arrivée, avec un de ses fils, à Torquay, est inexacte.

La princesse de Bismarck et son fils aîné sont à Varzin, et son fils cadet est à Berlin.

Cologne, vendredi, 20 septembre.

Après le service divin dans la chapelle de l'hôtel de ville où M. Tangermann a dit la messe, le congrès vicaire-catholique a été ouvert.

M. Schulte a été élu président. M. Petri de Wiesbaden et M. Kornelius de Munich, ont été nommés vice-présidents. Au cours des délibérations un assez long débat s'est engagé sur la discipline; finalement on a adopté l'amendement de M. Reinkens, lequel réserve aux organes de l'Eglise, les initiatives conformément aux statuts, l'examen définitif des abus ainsi que l'exécution de réformes.

Cologne, samedi, 21 septembre.

A la seconde séance du congrès des vieux-catholiques, l'assistance était encore plus nombreuse qu'à la première.

Le congrès a adopté la proposition de M. Schulte concernant l'élection d'un évêque. Cette proposition porte qu'une commission de sept membres, dont trois au moins doivent être des théologiens, préparera l'élection, examinera l'opportunité et déterminera le siège épiscopal, sa dotation et ses relations vis-à-vis du gouvernement et des communes.

Cette commission sera également chargée de l'élaboration d'un règlement électoral pour l'assemblée générale, laquelle sera composée de représentants des prêtres appartenant à des communes vieux-catholiques.

La proposition de M. Wuelfing, tendante à fixer immédiatement l'époque où cette élection aura lieu, a été rejetée.

Cologne, samedi, 21 septembre.

Aujourd'hui a été tenue la dernière séance du congrès des vieux-catholiques. On y a adopté à l'unanimité la proposition tendante à travailler à la réunion de toutes les églises chrétiennes ayant l'affinité de foi.

Munich, samedi, 21 septembre.

On apprend de bonne source que M. Gasser n'a pas réussi à former un nouveau cabinet et qu'il a été déchargé de cette mission.

Des négociations pour le portefeuille des affaires étrangères viennent d'être entamées avec M. Pretzschner.

Les autres ministères resteront probablement en fonctions.

Vienne, samedi, 21 septembre.

Par ordonnance impériale la cour prendra le huitième pendant douze jours à partir d'aujourd'hui à l'occasion de la mort du roi de Suède.

Russie.

St-Petersbourg, vendredi, 20 septembre.

Change sur Londres, 22 3/32; id. Hambourg, 20 1/32; id. Amsterdam, 000 0/0; id. Paris, 348 1/2; Lires russes 1864, 153 0/0; id. 1866, 150 0/0; Impériales, 1612 0/0; Actions chemins de fer russes, 140 1/4.

Orient.

Bucharest, vendredi, 20 septembre.

Aujourd'hui à l'occasion de la fête de Sainte-Marie, le prince a gracié cinquante condamnés, dont deux israélites d'Ismail.

Outre-Mer.

New-York, vendredi, 20 septembre.

M. Grant a visité l'exposition de la Société agricole du New-Jersey. Une réception enthousiaste lui a été faite; on avait organisé une procession aux flambeaux qui a été suivie d'une sérénade.

Le département du trésor annonce qu'il est prêt à payer le coupon de novembre des bons 5/20, à partir de demain.

New-York, vendredi, 20 septembre.

Agio sur l'or, cours de clôture, 114 1/8; change en or sur Londres, 407 1/2; id. sur Paris, 000 0/0; 5/20 bons américains (1885), 114 3/4; 5 p. c. id. (1874), 114 0/0; actions du chemin de fer Illinois, 430 0/0; id. Erie, 50 1/4; Chicago, 89 0/0; Central Pacific, 100 0/0; Union Pacific, 00 0/0; id. 100 0/0.

Bulletin des bourses.

Paris, 21 septembre. — Emprunt 1872, 87-87; Emprunt 1873, 87-87; Emprunt 1874, 87-87; Emprunt 1875, 87-87; Emprunt 1876, 87-87; Emprunt 1877, 87-87; Emprunt 1878, 87-87; Emprunt 1879, 87-87; Emprunt 1880, 87-87; Emprunt 1881, 87-87; Emprunt 1882, 87-87; Emprunt 1883, 87-87; Emprunt 1884, 87-87; Emprunt 1885, 87-87; Emprunt 1886, 87-87; Emprunt 1887, 87-87; Emprunt 1888, 87-87; Emprunt 1889, 87-87; Emprunt 1890, 87-87; Emprunt 1891, 87-87; Emprunt 1892, 87-87; Emprunt 1893, 87-87; Emprunt 1894, 87-87; Emprunt 1895, 87-87; Emprunt 1896, 87-87; Emprunt 1897, 87-87; Emprunt 1898, 87-87; Emprunt 1899, 87-87; Emprunt 1900, 87-87; Emprunt 1901, 87-87; Emprunt 1902, 87-87; Emprunt 1903, 87-87; Emprunt 1904, 87-87; Emprunt 1905, 87-87; Emprunt 1906, 87-87; Emprunt 1907, 87-87; Emprunt 1908, 87-87; Emprunt 1909, 87-87; Emprunt 1910, 87-87; Emprunt 1911, 87-87; Emprunt 1912, 87-87; Emprunt 1913, 87-87; Emprunt 1914, 87-87; Emprunt 1915, 87-87; Emprunt 1916, 87-87; Emprunt 1917, 87-87; Emprunt 1918, 87-87; Emprunt 1919, 87-87; Emprunt 1920, 87-87; Emprunt 1921, 87-87; Emprunt 1922, 87-87; Emprunt 1923, 87-87; Emprunt 1924, 87-87; Emprunt 1925, 87-87; Emprunt 1926, 87-87; Emprunt 1927, 87-87; Emprunt 1928, 87-87; Emprunt 1929, 87-87; Emprunt 1930, 87-87; Emprunt 1931, 87-87; Emprunt 1932, 87-87; Emprunt 1933, 87-87; Emprunt 1934, 87-87; Emprunt 1935, 87-87; Emprunt 1936, 87-87; Emprunt 1937, 87-87; Emprunt 1938, 87-87; Emprunt 1939, 87-87; Emprunt 1940, 87-87; Emprunt 1941, 87-87; Emprunt 1942, 87-87; Emprunt 1943, 87-87; Emprunt 1944, 87-87; Emprunt 1945, 87-87; Emprunt 1946, 87-87; Emprunt 1947, 87-87; Emprunt 1948, 87-87; Emprunt 1949, 87-87; Emprunt 1950, 87-87; Emprunt 1951, 87-87; Emprunt 1952, 87-87; Emprunt 1953, 87-87; Emprunt 1954, 87-87; Emprunt 1955, 87-87; Emprunt 1956, 87-87; Emprunt 1957, 87-87; Emprunt 1958, 87-87; Emprunt 1959, 87-87; Emprunt 1960, 87-87; Emprunt 1961, 87-87; Emprunt 1962, 87-87; Emprunt 1963, 87-87; Emprunt 1964, 87-87; Emprunt 1965, 87-87; Emprunt 1966, 87-87; Emprunt 1967, 87-87; Emprunt 1968, 87-87; Emprunt 1969, 87-87; Emprunt 1970, 87-87; Emprunt 1971, 87-87; Emprunt 1972, 87-87; Emprunt 1973, 87-87; Emprunt 1974, 87-87; Emprunt 1975, 87-87; Emprunt 1976, 87-87; Emprunt 1977, 87-87; Emprunt 1978, 87-87; Emprunt 1979, 87-87; Emprunt 1980, 87-87; Emprunt 1981, 87-87; Emprunt 1982, 87-87; Emprunt 1983, 87-87; Emprunt 1984, 87-87; Emprunt 1



SAISON D'ÉTÉ 1872

SAISON D'ÉTÉ 1872

SAISON D'ÉTÉ 1872

PRES FRANCFORT-SUR-MAIN.

Les Eaux salines et mariales de Hombourg sont recommandées par les plus célèbres médecins comme un remède efficace contre les maladies de l'estomac, des intestins et du foie.

L'établissement des Bains comprend le service hydrothérapique, les Bains et Douche de gaz acide carbonique, les Bains salins avec addition d'eau-mère, la cure de petit-lait.

Le calme, la fraîcheur du pays, l'air vif et pur des montagnes, la variété des excursions et des promenades, tout concourt au rétablissement de la santé.

Le KURSAAL réunit, dans son enceinte, les SALONS de CONVERSATION et de LECTURE, la GRANDE SALLE de BAL et de CONCERT, le Restaurant, tenu par CHEVET de Paris, et le GRAND CAFE, contenant plusieurs billards.

Toute l'année, à Hombourg, on joue le Trente et Quarante avec le demi-refait, et la Roulette avec un seul zéro.

L'excellent Orchestre, dirigé par le maître de chapelle Garbé, se fait entendre trois fois par jour : le matin, aux Sources ; à midi et le soir, dans les Jardins du Kursaal. — Réunions dansantes, MAGNIFIQUE THEATRE, chef-d'œuvre de bon goût, de confort et d'élégance. — Pendant la haute saison, Opéra Italien avec Mme Adella Patti, Scialchi, M. Stagno, Verger, etc. ; deux représentations par semaine.

Les familles étrangères trouvent à Hombourg un grand nombre de Villas et d'Hôtels meublés avec la plus parfaite commodité.

Station télégraphique. On se rend de Bruxelles à Hombourg par le chemin de fer en douze heures, en passant par Cologne, Mayence et Francfort. De Francfort à Hombourg, le trajet se fait en chemin de fer en une heure. — Il y a neuf convois par jour, aller et retour.

ALLEMAGNE.

Stuttgart, 16. Calers-Strasse. Les étrangers qui savent un peu de français apprennent en un an l'allemand (succès garanti) dans la pension du professeur de sciences exactes.

3166 Mayenhoelder.

A LOUER Appartement garni, rue aux Choux, 36, près la place des Martyrs.

POUR SORTIR DE L'INDIVISION.

ADJUDICATION PUBLIQUE

DU

BEAU DOMAINE DE SAINT-REMI

commune et canton de Rochefort (Namur).

Le jeudi 26 septembre 1872, à 2 heures de relevé, les propriétaires feront vendre publiquement, en présence de M. le juge de paix du canton, par le ministère et en l'honneur de M. le notaire, notaire à Rochefort, et à l'intervention du notaire JADOT, de Ciney :

LE BEAU DOMAINE DE SAINT-REMI

se composant de maisons de maître avec jardins, légumes et d'agrément, terrasses, jets d'eau, cascade, vergers, prés, terres labourables, plaines, champs et réservoirs, de vastes et beaux bâtiments d'exploitation avec un moulin à farine, battoir, le tout sur une surface qui ne l'aurait jamais, deux fois à l'hectare, en un seul ensemble de 203 hectares 85 ares 60 centiares, drainés et sous-solés.

La propriété de Saint-Remi est située dans la plus belle partie du pays, à 15 minutes de Rochefort, 3 kilomètres de la station de Jemelle.

Pour voir la propriété, s'adresser à l'un des propriétaires audit Saint-Remi.

Pour tous renseignements, audits notaires BERTAND et JADOT, et à M. PONCELET, notaire à Havelange. — Jouissance immédiate.

Facilités de paiement. 3048

A VENDRE DE GRÉ A GRÉ

UNE CARRIÈRE DE MARBRE NOIR

ise au Mazy, canton de Gembloux, d'une superficie de 4 hectares 73 ares, ci-devant exploitée par M. Lambert Debré. Le marbre de cette carrière est très-recherché. L'extraction se fait dans les meilleures conditions. S'adresser à M. de LATHUILLER, notaire à Gembloux, ou à M. FÉVRIER, notaire à Sambreville.

SOCIÉTÉ ANONYME DE STALLE.

MM. les actionnaires de la Société anonyme de Stalle sont convoqués en assemblée générale ordinaire, le lundi 14 octobre 1872, à 3 heures de relevé, au siège de la Société, 18, rue de la Blanchisserie, à Bruxelles.

ORDRE DU JOUR :

1° Rapports du conseil d'administration et du collège des commissaires ;

2° Approbation du bilan dressé le 31 juillet 1872 ;

3° Nomination d'un administrateur et d'un commissaire, conformément aux articles 28 et 42 des statuts.

A partir du 26 septembre 1872, le bilan sera déposé, avec pièces à l'appui, au siège de la Société, et soumis à l'inspection des actionnaires porteurs de dix actions au moins.

Bruxelles, le 18 septembre 1872. 3311

COMPAGNIE DES CHEMINS DE FER

DU NORD DE L'ESPAGNE

Le conseil d'administration de la Compagnie a l'honneur de prévenir MM. les porteurs d'obligations qu'il leur a été payé, à partir du 10 octobre prochain :

1° Sur les obligations de priorité, le coupon n° 5 de 7 fr. 50 ;

2° Sur les obligations à revenu variable, le coupon n° 2 fixé à 2 fr. 50, pour l'exercice 1871, conformément à la décision de l'assemblée générale des actionnaires du 25 juin 1872 ;

4° A Paris, à la Société générale de Crédit mobilier espagnol, 9, Place de la Colonne ;

5° A Bruxelles, à la Société Générale, 3, Montagne du Parc ;

6° A Londres, chez MM. Bishoffshelm et Goldschmidt. 3313

Toute commande au-dessus de 50 fr. est expédiée franco en province à la station la plus rapprochée du lieu de destination.

SCOTT FRÈRES, 17, rue des Petits-Carmes, à Bruxelles, seuls agents de la brasserie d'IND, COOPE & C.

12 demi-bouteilles PALE ALE . . . fr. 5-00	12 grandes bouteilles PALE ALE . . . fr. 9-00	12 demi-bouteilles STOUT (PORTER) . fr. 6-00	12 grandes bouteilles STOUT (PORTER) fr. 9-00	12 grandes bouteilles RIMFORD ALE . fr. 6-00
12 demi-bouteilles PALE ALE . . . » 5-00	12 grandes bouteilles PALE ALE . . . » 9-00	12 demi-bouteilles STOUT (PORTER) . » 6-00	12 grandes bouteilles STOUT (PORTER) » 9-00	100 grandes bouteilles RIMFORD ALE » 25-00
12 demi-bouteilles PALE ALE . . . » 5-00	12 grandes bouteilles PALE ALE . . . » 9-00	12 demi-bouteilles STOUT (PORTER) . » 5-00	12 grandes bouteilles STOUT (PORTER) » 9-00	100 grandes bouteilles RIMFORD ALE » 48-00

VILLE DE BRUXELLES.

GALERIE SAINT-LUC

12, rue des Finances.

VENTE PUBLIQUE D'UNE IMPORTANTE COLLECTION

de

TABLEAUX

ANCIENS ET MODERNES.

Collections de MM. Alphonse PLUMIER, de Liège, et Charles S... de L... :

Ces Collections comprennent des œuvres authentiques de :

Beeldemaker — Pierre Breughel — Lucas Cranach — A. Cyp — De Heem — Gérard de Lairesse — F. Desportes — Cornille de Vos — J. F. Drooght — Gérard Hoet — S. Leclerc — J. Lingelbach — Nicolas Molenaar — Netscher — Pourbus — N. Roossendaal — François Synders — B. Spranger — J. Steen — D. Teyssier père — Ch. Van der Will — Isidre Van de Velde — Isidre Van Dymen — Van Orley — J. Voorhout — M. Wytman — A. Ysselyen, etc., dans l'école flamande.

Clevenbergh père — A. Couder — David — Ferd. De Braecker — Charles De Groux — H. Delacroix — Oskar Rejlander — F. De Manneville — Ad. Hillens — H. Dillens — Th. Fourmois — J. Kindermans — J. Kirsch — Kohell — M. A. Koekkoek — F. M. Kruseman — Edm. Lebel — X. Leprieux — J. Pinney — E. Quost — Louis Robbe — Théod. Rousseau — André Schellhaert — Sches — Stalwart — J. Starck — Theys — Toussaint — P. Van Schendel — Eug. Verbeekhoven — H. Vernet — F. Visconti — A. J. Walcker — A. Wiertz — A. Yvon, etc., dans l'école moderne.

Cette vente aura lieu le mardi 1<sup>er</sup>, mercredi 2<sup>e</sup> et jeudi 3<sup>e</sup> octobre, à 2 heures précises, sous la direction de M. JULES DE BRAUWERE, expert.

Exposition particulière, les 28 et 29 septembre ; publique, le 30 septembre, de 12 à 5 heures. 3308

GRANDE VENTE DE VINS.

7.000 bouteilles

des années : 1789, 1805, 1811, 1820, 1822, 1825, 1832, 1840, 1842, 1846, 1847, 1848, 1852, 1857, 1858, etc.

L'huissier VICTOR RENS, de résidence à Grammont, procédera, à la requête des créanciers de la faillite P. Spitaels, à la vente publique de tous les vins, composant la cave du château d'Hot-Ton-Broek, à Okerzele-lez-Grammont, le lundi 23 septembre 1872 et jours suivants, à 10 heures du matin.

Le château est situé à quelques minutes des stations de Moerbeke et de Grammont.

Tous les vins pourront être démontés au crédit chèque, ou la vente se fera aux conditions suivantes :

La vente se fait au comptant avec augmentation de 10 p. c. pour frais.

Il sera payé fr. 1-25 par panier et emballage.

CHEMIN DE FER D'ORLÉANS A CHALONS.

Les entrepreneurs des travaux du chemin de fer d'Orléans à Châlons font appel aux ouvriers terrassiers et manœuvres pour les chantiers de SENS, TROYES, ACRIS-SUR-AUBE, SOMMESOUS.

Conditions de paiement avantageuses. 3279

INSTRUMENTS DE MUSIQUE.

Maison F. W. HOFFMANN se charge de toutes réparations. — Spécialité de cordes de Naples. — 43, rue d'Assaut, Bruxelles. 2925

HABILLEMENTS IMPERMÉABLES en tous genres.

Paletot imperméable Zéphyr, solide, léger, souple et garanti sur facture de ne pas coller à 15 fr. pour toute taille. Paletots couteux et invisibles. Modèle nouveau à jambières pour chasseurs.

Manteaux pour dames et Pardessus pour hommes en tout waterproof anglais véritable.

Paletots spéciaux pour cochers (blancs et noirs) ; — Couvertures pour voyage. — Gilets, jambières, chapeaux, capuchons, galoches, etc.

JOSEPH J. PERRY, 79, Montagne de la Cour, Bruxelles, 79.

Bassins de jardin. — Cascades. — Rochers. — Grottes. — Aquariums. — Glacières. — Citernes. — Cuves de gazomètre. — Fosses de tannerie. — Assèchement des caves inondées et des murs humides. — Entreprises à forfait, 10 ans de garantie.

BLATON-AUBERT

120, rue du Trône, Bruxelles.

Spécialité de Ciments Portland et autres. — Trass d'Andernach. — Qualités et prix suivant l'ouvrage. — Carreaux en Ciment Portland comprimé.

BLATON-AUBERT

120, rue du Trône, Bruxelles.

Eaux minérales de Malmédy (Près Spa).

Suivant l'analyse faite récemment par le professeur de chimie, le Dr A. CLAESSENS, d'Aix-la-Chapelle, les Eaux minérales de Malmédy peuvent, vu la richesse de leurs éléments minéralisés, prendre place parmi les eaux ferrugineuses les plus renommées de l'Europe. En effet, ces eaux contiennent non-seulement une quantité notable de fer, mais aussi une proportion considérable de sels sodiques, magnésiens et calciques, le tout contenu en dissolution par un excès de carbonate de soude à celéberrime composition, ces eaux sont appelées non-seulement à jouer un rôle important comme eaux curatives, dans le traitement de ces nombreuses et diverses affections qui ont pour origine la faiblesse constitutionnelle, l'anémie ou la chlorose, mais aussi à gagner la faveur générale comme eau de table ou d'agrément, tant leur digestion est facile, tant leur saveur est fraîche et agréable. Ces eaux sont transportables et se conservent sans altération. A vendre à la source. Pour plus amples renseignements, s'adresser à l'Administration des sources. 3382

OFFICE FOR MARRIAGES, LONDON.

Institution internationale pour les mariages, depuis 1856, officiellement enregistrée sous N. 10.780/56, Inland Revenue.

Bien des dames riches, jeunes et respectées, du pays et de l'étranger, désiraient se marier. Discretion garantie. MM. les célibataires voudront bien s'adresser, par écrit et en français, à M. John Schwarz et Co, Bankton, London. — N. B. Les communications des dames sont toujours reçues par M. Schwarz.

RÉPONSE. M. Z. K. OUL.

Préparation aux différents examens d'admission aux écoles spéciales, à l'examen de gradué en lettres, etc. Huitième année. — Reprise 15 octobre.

Pension ; direction des études ; surveillance et soins particuliers ; vaste local, situation saine ; grands jardins. S'adresser pour tous renseignements, à M. Tychon, Fond-Servais, 14, à Liège, ou à M. Tychon Bosson, curé, à Thimister (Liège). 3113

MANUFACTURE DE GLACES.

Verres à Vitre, Cristaux et Gobeletiers, rue de Jéricho, 3, à Bruxelles.

L'Administration a l'honneur d'informer MM. les actionnaires que l'assemblée générale ordinaire aura lieu mardi 8 octobre prochain, à midi, au siège de la Société.

Pour être admis à cette réunion, ils devront effectuer au local de la Société, ou chez MM. Mallot frères et Co, à Paris, au moins dix jours d'avance, le dépôt d'actions et de la procuration exigé par l'art. 11 des statuts.

Conformément à l'art. 13 des statuts, le bilan et les comptes de l'exercice 1871, au 31 décembre 1871, sont déposés, du 28 septembre au 8 octobre, dans les bureaux de la Société, où MM. les actionnaires, propriétaires de 10 actions, pourront en prendre inspection.

Bruxelles, le 8 septembre 1872.

ORDRE DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE :

Rapport du président du conseil d'administration ; Rapport de MM. les commissaires ; Tirage au sort des obligations à 3 p. c. à rembourser le 1<sup>er</sup> janvier 1873 ;

Nomination d'un administrateur et d'un commissaire. 3240

SOCIÉTÉ DES

CAVES DU MÉDOC

fondée en 1842.

J.-J. MAROT et fils, directeurs, à Bordeaux.

Vins du Médoc garantis à fr. 400 la brique de 228 lit. en gare de Bordeaux. Vins fins des grands crus de l'été en tout. — Envoi de prix courants. — La Société demande des agents.

3144

A. PALLONES,

Professeur d'Italien d'espagnol et de portugais, Ixelles, rue Caroly, 32.

WHITE STAR LINE.

AGENCE D'ANVERS.

Service mensuel à vapeur entre Anvers et la côte ouest de l'Amérique du Sud, via Liverpool :

Republique, 3700 ton., dep. Liverpool, 5 octobre.

Tropic, 2.182 » » » 5 novembre.

Rimac, 2.400 » » » 5 décembre.

Atlantic, 3.700 » » » 5 janvier.

Pour Valparaiso, Arica, Iquique et Callao, prenant aussi des marchandises pour tous les ports situés entre Callao et Valdivia.

Prix de passage depuis Liverpool :

1<sup>re</sup> classe, liv. 75 ; 2<sup>e</sup> classe, liv. 50 ; 3<sup>e</sup> classe, liv. 30.

Billets aller et retour valables pour un an avec 25 p. c. de réduction.

Pour frets et renseignements, s'adresser aux agents de la ligne à Anvers qui délivrent des connaissances directs. DAVID, SPICK et KERNAMP.

Un jeune COMMERÇANT ALLEMAND, excellent correspondant en anglais, français et italien, versé dans toutes les branches commerciales, qui a voyagé aussi à diverses reprises en Allemagne, cherche une position dans un grand établissement industriel. — S'adresser sous les init. D. G. 138, à l'expédition d'annonces de MM. Haasenstein et Vogler, à Leipzig 3317

A CÉDER

pour cause de départ le fond de commerce et de fabrication de

Peaussierie-Marcquinerie de M. Renaud-Palquier, rue de la Madeleine, 10, à Paris ; les magasins et ateliers alimentés par l'eau de Gorce. Matériel neuf et en bon état. Bail à long terme. Bonne clientèle. Bénéfices réels. Conditions avantageuses.

S'adr. audit Renaud-Palquier, 10, rue de la Madeleine, 10, à Paris. 3333

NOUVELLES MÉLODIES

DE

CH. GOUNOD.

MA BELLE AMIE EST MORT.

LE PAIS BIENHEUREUX.

HEUREUX SERA LE JOUR.

LA FAUVETTE.

The Worker (L'OUVRIER).

O happy home (O HEUREUSE DEMOISELLE).

BIEN-ÊTRE.

MIGNONNE, VOICI L'AVAIL.

Little Celandine (Duetto).

The Message of the Breeze (Duetto).

LE MESSAGE DE LA BRISSE, etc., etc., etc.

Goddard et Co, éditeurs, 4, Argyl Place, Regent street, Londres.

FABRIQUE DE CHAISES ET MEUBLES.

BOIS RECOUVRE.

E. MINART,

Actuellement, 50, rue des Chartroux, BRUXELLES.

Fournitures pour tapissiers, ébénistes et ameublements ; tapis, étoffes, velours, reps, quincaillerie, crins, laines, duvets, etc. 3206

PRÊTS SUR TITRES. Mêmes numéros rendus.

Comptoir financier de la Seine, 61, rue de Rennes, à Paris, paiement de coupons 25 c. par 100 fr. 3195

CARREAUX EN CIMENT

Portland comprimé.

Couverture impossible pour le bas prix, la beauté et l'usage. La plus ancienne fabrique de Carreaux établie à Molenbeek-St-Jean, r. Ribaucourt, 120 et 128, à BOUSSUET, successeur de A. Cruls et Co. 4077

Société belge d'Hygiène et de Salubrité.

LIQUEUR concentrée GOURDON de NORWÈGE

fr. 1-50 le flacon.

s'ad. à toutes les pharmacies du pays et de l'étranger.

TRANSPORTS

INTERNATIONAUX.

G. MULLER.

GENÈVE. — LYON. — BALE.

WHITE STAR LINE.

AGENCE D'ANVERS.

Service mensuel à vapeur entre Anvers et la côte ouest de l'Amérique du Sud, via Liverpool :

Republique, 3700 ton., dep. Liverpool, 5 octobre.

Tropic, 2.182 » » » 5 novembre.

Rimac, 2.400 » » » 5 décembre.

Atlantic, 3.700 » » » 5 janvier.

Pour Valparaiso, Arica, Iquique et Callao, prenant aussi des marchandises pour tous les ports situés entre Callao et Valdivia.

Prix de passage depuis Liverpool :

1<sup>re</sup> classe, liv. 75 ; 2<sup>e</sup> classe, liv. 50 ; 3<sup>e</sup> classe, liv. 30.

Billets aller et retour valables pour un an avec 25 p. c. de réduction.

Pour frets et renseignements, s'adresser aux agents de la ligne à Anvers qui délivrent des connaissances directs. DAVID, SPICK et KERNAMP.

Un jeune COMMERÇANT ALLEMAND, excellent correspondant en anglais, français et italien, versé dans toutes les branches commerciales, qui a voyagé aussi à diverses reprises en Allemagne, cherche une position dans un grand établissement industriel. — S'adresser sous les init. D. G. 138, à l'expédition d'annonces de MM. Haasenstein et Vogler, à Leipzig 3317

A CÉDER

pour cause de départ le fond de commerce et de fabrication de

Peaussierie-Marcquinerie de M. Renaud-Palquier, rue de la Madeleine, 10, à Paris ; les magasins et ateliers alimentés par l'eau de Gorce. Matériel neuf et en bon état. Bail à long terme. Bonne clientèle. Bénéfices réels. Conditions avantageuses.

S'adr. audit Renaud-Palquier, 10, rue de la Madeleine, 10, à Paris. 3333

NOUVELLES MÉLODIES

DE

CH. GOUNOD.

MA BELLE AMIE EST MORT.

LE PAIS BIENHEUREUX.

HEUREUX SERA LE JOUR.

LA FAUVETTE.

The Worker (L'OUVRIER).

O happy home (O HEUREUSE DEMOISELLE).

BIEN-ÊTRE.

MIGNONNE, VOICI L'AVAIL.

Little Celandine (Duetto).

The Message of the Breeze (Duetto).

LE MESSAGE DE LA BRISSE, etc., etc., etc.

Goddard et Co, éditeurs, 4, Argyl Place, Regent street, Londres.

BOURSE DE BRUXELLES DU 21 SEPTEMBRE.

1872-1873	102 7/8	Ch. fer plat. de l'étranger	470
1873-1874	100 1/2	Act. Banque d'Algérie	5410
1874-1875	100 1/2	Act. Banque d'Algérie	5410
1875-1876	100 1/2	Act. Banque d'Algérie	5410
1876-1877	100 1/2	Act. Banque d'Algérie	5410
1877-1878	100 1/2	Act. Banque d'Algérie	5410
1878-1879	100 1/2	Act. Banque d'Algérie	5410
1879-1880	100 1/2	Act. Banque d'Algérie	5410
1880-1881	100 1/2	Act. Banque d'Algérie	5410
1881-1882	100 1/2	Act. Banque d'Algérie	5410
1882-1883	100 1/2	Act. Banque d'Algérie	5410
1883-1884	100 1/2	Act. Banque d'Algérie	5410
1884-1885	100 1/2	Act. Banque d'Algérie	5410
1885-1886	100 1/2	Act. Banque d'Algérie	5410
1886-1887	100 1/2	Act. Banque d'Algérie	5410
1887-1888	100 1/2	Act. Banque d'Algérie	5410
1888-1889	100 1/2	Act. Banque d'Algérie	5410
1889-1890	100 1/2	Act. Banque d'Algérie	5410
1890-1891	100 1/2	Act. Banque d'Algérie	5410
1891-1892	100 1/2	Act. Banque d'Algérie	5410
1892-1893	100 1/2	Act. Banque d'Algérie	5410
1893-1894	100 1/2	Act. Banque d'Algérie	5410
1894-1895	100 1/2	Act. Banque d'Algérie	5410
1895-1896	100 1/2	Act. Banque d'Algérie	5410
1896-1897	100 1/2	Act. Banque d'Algérie	5410
1897-1898	100 1/2	Act. Banque d'Algérie	5410
1898-1899	100 1/2	Act. Banque d'Algérie	5410
1899-1900	100 1/2	Act. Banque d'Algérie	5410
1900-1901	100 1/2	Act. Banque d'Algérie	5410
1901-1902	100 1/2	Act. Banque d'Algérie	5410
1902-1903	100 1/2	Act. Banque d'Algérie	5410
1903-1904	100 1/2	Act. Banque d'Algérie	5410
1904-1905	100 1/2	Act. Banque d'Algérie	5410
1905-1906	100 1/2	Act. Banque d'Algérie	5410
1906-1907	100 1/2	Act. Banque d'Algérie	5410
1907-1908	100 1/2	Act. Banque d'Algérie	5410
1908-1909	100 1/2	Act. Banque d'Algérie	5410
1909-1910	100 1/2	Act. Banque d'Algérie	5410
1910-1911	100 1/2	Act. Banque d'Algérie	5410
1911-1912	100 1/2	Act. Banque d'Algérie	5410
1912-1913	100 1/2	Act. Banque d'Algérie	5410
1913-1914	100 1/2	Act. Banque d'Algérie	5410
1914-1915	100 1/2	Act. Banque d'Algérie	5410
1915-1916	100 1/2	Act. Banque d'Algérie	5410
1916-1917	100 1/2	Act. Banque d'Algérie	5410
1917-1918	100 1/2	Act. Banque d'Algérie	5410
1918-1919	100 1/2	Act. Banque d'Algérie	5410
1919-1920	100 1/2	Act. Banque d'Algérie	5410
1920-1921	100 1/2	Act. Banque d'Algérie	5410
1921-1922	100 1/2	Act. Banque d'Algérie	5410
1922-1923	100 1/2	Act. Banque d'Algérie	5410
1923-1924	100 1/2	Act. Banque d'Algérie	5410
1924-1925	100 1/2	Act. Banque d'Algérie	5410
1925-1926	100 1/2	Act. Banque d'Algérie	5410
1926-1927	100 1/2	Act. Banque d'Algérie	5410
1927-1928	100 1/2	Act. Banque d'Algérie	5410
1928-1929	100 1/2	Act. Banque d'Algérie	5410
1929-1930	100 1/2	Act. Banque d'Algérie	5410
1930-1931	100 1/2	Act. Banque d'Algérie	5410
1931-1932	100 1/2	Act. Banque d'Algérie	5410
1932-1933	100 1/2	Act. Banque d'Algérie	5410
1933-1934	100 1/2	Act. Banque d'Algérie	5410
1934-1935	100 1/2	Act. Banque d'Algérie	5410
1935-1936	100 1/2	Act. Banque d'Algérie	5410
1936-1937	100 1/2	Act. Banque d'Algérie	5410
1937-1938	100 1/2	Act. Banque d'Algérie	5410
1938-1939	100 1/2	Act. Banque d'Algérie	5410
1939-1940	100 1/2	Act. Banque d'Algérie	5410
1940-1941	100 1/2	Act. Banque d'Algérie	5410
1941-1942	100 1/2	Act. Banque d'Algérie	5410
1942-1943	100 1/2	Act. Banque d'Algérie	5410
1943-1944	100 1/2	Act. Banque d'Algérie	5410
1944-1945	100 1/2	Act. Banque d'Algérie	5410
1945-1946	100 1/2	Act. Banque d'Algérie	5410
1946-1947	100 1/2	Act. Banque d'Algérie	5410
1947-1948	100 1/2	Act. Banque d'Algérie	5410
1948-1949	100 1/2	Act. Banque d'Algérie	5410
1949-1950	100 1/2	Act. Banque d'Algérie	5410
1950-1951	100 1/2	Act. Banque d'Algérie	5410
1951-1952	100 1/2	Act. Banque d'Algérie	5410
1952-1953	100 1/2	Act. Banque d'Algérie	5410
1953-1954	100 1/2	Act. Banque d'Algérie	5410
1954-1955	100 1/2	Act. Banque d'Algérie	5410
1955-1956	100 1/2	Act. Banque d'Algérie	5410
1956-1957	100 1/2	Act. Banque d'Algérie	5410
1957-1958	100 1/2	Act. Banque d'Algérie	5410
1958-1959	100 1/2	Act. Banque d'Algérie	5410
1959-1960	100 1/2	Act. Banque d'Algérie	5410
1960-1961	100 1/2	Act. Banque d'Algérie	5410
1961-1962	100 1/2	Act. Banque d'Algérie	5410
1962-1963	100 1/2	Act. Banque d'Algérie	5410
1963-1964	100 1/2	Act. Banque d'Algérie	5410
1964-1965	100 1/2	Act. Banque d'Algérie	5410
1965-1966	100 1/2	Act. Banque d'Algérie	5410
1966-1967	100 1/2	Act. Banque d'Algérie	5410
1967-1968	100 1/2	Act. Banque d'Algérie	5410
1968-1969	100 1/2	Act. Banque d'Algérie	5410
1969-1970	100 1/2	Act. Banque d'Algérie	5410
1970-1971	100 1/2	Act. Banque d'Algérie	5410
1971-1972	100 1/2	Act. Banque d'Algérie	5410
1972-1973	100 1/2	Act. Banque d'Algérie	5410
1973-1974	100 1/2	Act. Banque d'Algérie	5410
1974-1975	100 1/2	Act. Banque d'Algérie	5410
1975-1976	100 1/2	Act. Banque d'Algérie	5410
1976-1977	100 1/2	Act. Banque d'Algérie	5410
1977-1978	100 1/2	Act. Banque d'Algérie	5410
1978-1979	100 1/2	Act. Banque d'Algérie	5410
1979-1980	100 1/2	Act. Banque d'Algérie	5410
1980-1981	100 1/2	Act. Banque d'Algérie	5410
1981-1982	100 1/2	Act. Banque d'Algérie	5410
1982-1983	100 1/2	Act. Banque d'Algérie	5410
1983-1984	100 1/2	Act. Banque d'Algérie	5410
1984-1985	100 1/2	Act. Banque d'Algérie	5410
1985-1986	100 1/2	Act. Banque d'Algérie	5410
1986-1987	100 1/2	Act. Banque d'Algérie	5410
1987-1988	100 1/2	Act. Banque d'Algérie	5410
1988-1989	100 1/2	Act. Banque d'Algérie	5410
1989-1990	100 1/2	Act. Banque d'Algérie	5410
1990-1991	100 1/2	Act. Banque d'Algérie	5410
1991-1992	100 1/2	Act. Banque d'Algérie	5410
1992-1993	100 1/2	Act. Banque d'Algérie	5410
1993-1994	100 1/2	Act. Banque d'Algérie	5410
1994-1995	100 1/2	Act. Banque d'Algérie	5410
1995-1996	100 1/2	Act. Banque d'Algérie	5410
1996-1997	100 1/2	Act. Banque d'Algérie	5410
1997-1998	100 1/2	Act. Banque d'Algérie	5410
1998-1999	100 1/2	Act. Banque d'Algérie	5410
1999-2000	100 1/2	Act. Banque d'Algérie	5410
2000-2001	100 1/2	Act. Banque d'Algérie	5410
2001-2002	100 1/2	Act. Banque d'Algérie	5410
2002-2003	100 1/2	Act. Banque d'Algérie	5410
2003-2004	100 1/2	Act. Banque d'Algérie	5410
2004-2005	100 1/2	Act. Banque d'Algérie	5410
2005-2006	100 1/2	Act. Banque d'Algérie	5410
2006-2007	100 1/2	Act. Banque d'Algérie	5410
2007-2008	100 1/2	Act. Banque d'Algérie	5410
2008-2009	100 1/2	Act. Banque d'Algérie	5410
2009-2010	100 1/2	Act. Banque d'Algérie	5410
2010-2011	100 1/2	Act. Banque d'Algérie	5410
2011-2012	100 1/2	Act. Banque d'Algérie	5410
2012-2013	100 1/2	Act. Banque d'Algérie	5410
2013-2014	100 1/2	Act. Banque d'Algérie	5410
2014-2015	100 1/2	Act. Banque d'Algérie	5410
2015-2016	100 1/2	Act. Banque d'Algérie	5410
2016-2017	100 1/2	Act. Banque d'Algérie	5410
2017-2018	100 1/2	Act. Banque d'Algérie	5410
2018-2019	100 1/2	Act. Banque d'Algérie	5410
2019-2020	100 1/2	Act. Banque d'Algérie	5410
2020-2021	100 1/2	Act. Banque d'Algérie	5410
2021-2022	100 1/2	Act. Banque d'Algérie	5410
2022-2023	100 1/2	Act. Banque d'Algérie	5410
2023-2024	100 1/2	Act. Banque d'Algérie	5410
2024-2025	100 1/2	Act. Banque d'Algérie	5410
2025-2026	100 1/2	Act. Banque d'Algérie	5410
2026-2027	100 1/2	Act. Banque d'Algérie	5410
2027-2028	100 1/2	Act. Banque d'Algérie	5410
2028-2029	100 1/2	Act. Banque d'Algérie	5410
2029-2030	100 1/2	Act. Banque d'Algérie	5410
2030-2031	100 1/2	Act. Banque d'Algérie	5410
2031-2032	100 1/2	Act. Banque d'Algérie	5410
2032-2033	100 1/2	Act. Banque d'Algérie	5410
2033-2034	100 1/2	Act. Banque d'Algérie	5410
2034-2035	100 1/2	Act. Banque d'Algérie	5410
2035-2036	100 1/2	Act. Banque d'Algérie	5410
2036-2037	100 1/2	Act. Banque d'Algérie	5410
2037-2038	100 1/2	Act. Banque d'Algérie	5410
2038-2039	100 1/2	Act. Banque d'Algérie	5410
2039-2040	100 1/2	Act. Banque d'Algérie	5410
2040-2041	100 1/2	Act. Banque d'Algérie	5410
2041-2042	100 1/2	Act. Banque d'Algérie	5410
2042-2043	100 1/2	Act. Banque d'Algérie	5410
2043-2044	100 1/2	Act. Banque d'Algérie	5410
2044-2045	100 1/2	Act. Banque d'Algérie	5410
2045-2046	100 1/2	Act. Banque d'Algérie	5410
2046-2047	100 1/2	Act. Banque d'Algérie	5410
2047-2048	100 1/2	Act. Banque d'Algérie	5410
2048-2049	100 1/2	Act. Banque d'Algérie	5410
2049-2050	100 1/2	Act. Banque d'Algérie	5410
2050-2051	100 1/2	Act. Banque d'Algérie	5410
2051-2052	100 1/2	Act. Banque d'Algérie	5410
2052-2053	100 1/2	Act. Banque d'Algérie	5410
2053-2054	100 1/2	Act. Banque d'Algérie	5410
2054-2055	100 1/2	Act. Banque d'Algérie	5410
2055-2056	100 1/2	Act. Banque d'Algérie	5410
2056-2057	100 1/2	Act. Banque d'Algérie	5410
2057-2058	100 1/2	Act. Banque d'Algérie	5410
2058-2059	100 1/2	Act. Banque d'Algérie	5410
2059-2060	100 1/2	Act. Banque d'Algérie	5410
2060-2061	100 1/2	Act. Banque d'Algérie	5410
2061-2062	100 1/2	Act. Banque d'Algérie	5410
2062-2063	100 1/2	Act. Banque d'Algérie	5410
2063-2064	100 1/2	Act. Banque d'Algérie	5410
2064-2065	100 1/2	Act. Banque d'Algérie	5410
2065-2066	100 1/2	Act. Banque d'Algérie	5410
2066-2067	100 1/2	Act. Banque d'Algérie	5410
2067-2068	100 1/2	Act. Banque d'Algérie	5410
2068-2069	100 1/2	Act. Banque d'Algérie	5410
2069-2070	100 1/2	Act. Banque d'Algérie	5410
2070-2071	100 1/2	Act. Banque d'Algérie	5410
2071-2072	100 1/2	Act. Banque d'Algérie	5410
2072-2073	100 1/2	Act. Banque d'Algérie	5410
2073-2074	100 1/2	Act. Banque d'Algérie	5410
2074-2075	100 1/2	Act. Banque d'Algérie	5410
2075-2076	100 1/2	Act. Banque d'Algérie	5410
2076-2077	100 1/2	Act. Banque d'Algérie	5410
2077-2078	100 1/2	Act. Banque d'Algérie	5410
2078-2079	100 1/2	Act. Banque d'Algérie	5410
2079-2080	100 1/2	Act. Banque d'Algérie	5410
2080-2081	100 1/2	Act. Banque d'Algérie	5410
2081-2082	100 1/2	Act. Banque d'Algérie	5410
2082-2083	100 1/2	Act. Banque d'Algérie	5410
2083-2084	100 1/2	Act. Banque d'Algérie	5410
2084-2085	100 1/2	Act. Banque d'Algérie	5410
2085-2086	100 1/2	Act. Banque d'Algérie	5410
2086-2087	100 1/2	Act. Banque d'Algérie	5410
2087-2088	100 1/2	Act. Banque d'Algérie	5410
2088-2089	100 1/2	Act. Banque d'Algérie	5410
2089-2090	100 1/2	Act. Banque d'Algérie	5410
2090-2091	100 1/2	Act. Banque d'Algérie	5410
2091-2092	100 1/2	Act. Banque d'Algérie	5410
2092-2093	100 1/2	Act. Banque d'Algérie	5410
2093-2094	100 1/2	Act. Banque d'Algérie	5410
2094-2095	100 1/2	Act. Banque d'Algérie	5410
2095-2096	100 1/2	Act. Banque d'Algérie	5410
2096-2097	100 1/2	Act. Banque d'Algérie	5410
2097-2098	100 1/2	Act. Banque d'Algérie	5410
2098-2099	100 1/2	Act. Banque d'Algérie	5410
2099-2100	100 1/2	Act. Banque d'Algérie	5410
2100-2101	100 1/2	Act. Banque d'Algérie	5410
2101-2102	100 1/2	Act. Banque d'Algérie	5410
2102-2103	100 1/2	Act. Banque d'Algérie	5410
2103-2104	100 1/2	Act. Banque d'Algérie	5410
2104-2105	100 1/2	Act. Banque d'Algérie	5410
2105-2106	100 1/2	Act. Banque d'Algérie	5410
2106-2107	100 1/2	Act. Banque d'Algérie	5410
2107-2108	100 1/2	Act. Banque d'Algérie	5410
2108-2109	100 1/2	Act. Banque d'Algérie	5410
2109-2110	100 1/2	Act. Banque d'Algérie	5410
2110-2111	100 1/2	Act. Banque d'Algérie	5410
2111-2112	100 1/2	Act. Banque d'Algérie	5410
2112-2113	100 1/2	Act. Banque d'Algérie	5410
2113-2114	100 1/2	Act. Banque d'Algérie	5410
2114-2115	100 1/2	Act. Banque d'Algérie</	